

## HYDROCARBURES

# «Algeria Bid Round 2026» lancé

*Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a présidé hier à Alger le lancement de l'appel d'offres « Algeria Bid Round 2026 », portant sur sept périmètres d'exploration. Ce nouvel appel à la concurrence s'inscrit dans l'accélération de la stratégie nationale visant à attirer les capitaux internationaux et à maximiser le potentiel énergétique du pays. P 3*



## BOURSE D'ALGER

**La COSOB approuve  
l'augmentation de  
capital d'AYRADE SPA  
par appel public à  
l'épargne**

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a accordé son visa à la notice d'information relative à l'opération d'augmentation de capital de la société AYRADE SPA, à hauteur de 25%, par appel public à l'épargne, a indiqué l'autorité de régulation dimanche dans un communiqué.

P 2

## COMMERCE EXTÉRIEUR

**Hausse de 16 % des  
exportations hors-  
hydrocarbures**

Les exportations hors hydrocarbures ont enregistré une hausse de 16 % au cours du premier trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente, confirmant une dynamique ascendante. Cette performance illustre l'ancrage progressif d'un nouveau modèle économique fondé sur la diversification des sources de revenus.

P 5

## GAZODUC TRANSSAHARIEN

**Un projet stratégique  
jugé plus « crédible»**

Le président de North Africa Risk Consulting (NARCO), Jeff Porter, a détaillé les facteurs qui rendent le projet de gazoduc transsaharien algérien plus attractif que le projet marocain. Il a déclaré dans une interview accordée à la plateforme « L'Énergie », publiée hier dimanche, que le projet de gazoduc transsaharien algérien est plus viable que le projet de gazoduc atlantique africain marocain.

P 3

CONTRÔLE DES PRIX DES FRUITS ET LÉGUMES

**Le ministère multiplie  
les sorties de terrain P 2**

HYDRAULIQUE

**Le nouveau ministre trace sa  
feuille de route P 2**

CONSTANTINE

**La mécanisation agricole au  
centre d'une rencontre  
régionale P 6**

**CONTRÔLE DES PRIX  
DES FRUITS ET  
LÉGUMES  
Le ministère  
multiplie les  
sorties de terrain**

Les services de contrôle relevant des directions du Commerce ont entamé, ces derniers jours, une série de sorties de terrain à travers les différentes wilayas du pays, dans le cadre du suivi de la situation des marchés et de la garantie du respect des règles des pratiques commerciales, indique, dimanche, un communiqué du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national. Ces opérations visent à s'enquérir de l'évolution des prix au niveau des marchés de gros et de détail des fruits et légumes, et à s'assurer du respect de la législation et de la réglementation en vigueur en matière de pratiques commerciales. Ces sorties s'inscrivent également dans le cadre du contrôle de l'approvisionnement des marchés en différents produits agricoles, et de la lutte contre toute pratique susceptible de perturber l'équilibre du marché ou d'affecter le pouvoir d'achat des citoyens. Dans ce cadre, les agents de contrôle œuvrent, en coordination avec les différents intervenants de la chaîne de distribution, à renforcer la transparence de l'affichage des prix, et à garantir la disponibilité des produits dans des conditions de commercialisation organisées et structurées.

R.E.

HYDRAULIQUE

**Le nouveau ministre  
trace sa feuille de route**

*Le nouveau ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, hier à Alger, sa première réunion de travail avec les cadres centraux du ministère ainsi que les directeurs généraux des établissements sous tutelle, en présence du secrétaire général de la Fédération du secteur de l'hydraulique.*

Par Zahir R.

Cette rencontre, la première depuis sa prise de fonctions à la tête du secteur, a été consacrée à la définition des priorités de la prochaine étape et à la mise en place d'une méthodologie de travail axée sur l'efficacité et la coordination. Dans son allocution d'ouverture, le ministre a exprimé ses sincères remerciements et sa profonde gratitude au Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour la confiance placée en lui à travers sa nomination à la tête de ce secteur stratégique et vital pour le pays. Il a en effet souligné la nécessité de redoubler d'efforts et de renforcer le travail collectif afin d'assurer une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens, en particulier en matière d'approvisionnement régulier et continu en eau potable à travers l'ensemble du territoire national.

Dans ce cadre, Lounès Bouzegza a donné une série d'instructions portant sur plusieurs axes prioritaires. Il a notamment insisté sur l'élaboration d'un plan d'action d'urgence en prévision de l'Aïd al-Adha et de la saison estivale, ainsi que sur la garantie d'un approvisionnement stable et régulier en eau potable. Le ministre a également appelé à la réalisation d'un diagnostic précis de la situation du secteur afin d'identifier et de corriger les dysfonctionnements enregistrés dans certaines régions, tout en mettant l'accent sur le renforcement de la communication avec les citoyens et la garantie de leur droit à l'information, notamment en cas de perturbations ou de pannes. Il a, par ailleurs, insisté sur la valorisation des efforts des cadres et travailleurs du secteur, tant au niveau central que local, en appelant à renforcer l'esprit d'initiative et à trouver des solutions rapides aux problèmes rencontrés sur le terrain.

Il a également mis en avant la nécessité d'une exploitation optimale des infrastructures et des moyens mobilisés par l'État afin de garantir un service public de qualité, ainsi que l'adoption d'une gestion rationnelle des ressources hydriques, qu'elles soient conventionnelles ou non conventionnelles, incluant le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées épurées. La rationalisation de la consommation d'eau, la lutte contre le gaspillage, ainsi que la lutte contre les fuites et les raccordements illicites figurent également parmi les priorités fixées par le ministre. Celui-ci a également insisté sur le suivi rigoureux des projets en cours et l'accélération de leur rythme de réalisation. En conclusion, le ministre Bouzegza a réaffirmé son engagement en faveur d'un travail de terrain et d'un suivi continu, en vue d'améliorer la qualité du service public de l'eau et de répondre efficacement aux attentes des citoyens.

BOURSE D'ALGER

**La COSOB approuve l'augmentation de capital d'AYRADE SPA  
par appel public à l'épargne**

La Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB) a accordé son visa à la notice d'information relative à l'opération d'augmentation de capital de la société AYRADE SPA, à hauteur de 25%, par appel public à l'épargne, a indiqué l'autorité de régulation dimanche dans un communiqué. Décidée lors de la réunion tenue le 15 avril courant, cette opération se traduira par l'émission de 1.250.000 nouvelles actions, qui seront ad-

mises au compartiment croissance du marché des titres de capital. Le prix d'émission a été fixé à 800 dinars algériens par action, pour un montant global de l'opération d'un milliard de dinars algériens, précise la même source, ajoutant que la date de jouissance des actions est fixée au 1er janvier 2026. Les titres, de forme nominative dématérialisée, seront inscrits en comptes auprès des teneurs de comptes-conservateurs de titres. La période de souscription s'étalera

du 1er au 30 juin 2026, avec une souscription minimale fixée à 10 actions par souscripteur. Concernant la répartition de l'offre, 50% des actions, soit 625.000 titres, sont destinés aux personnes physiques résidentes, 0,5% aux salariés de la société (6.250 actions) et 49,5% aux personnes morales de droit algérien (618.750 actions). La notice d'information visée ainsi que le prospectus d'émission seront mis à la disposition des investisseurs au siège social de la société et au-

près des intermédiaires en opérations de Bourse chargés du placement. Ils seront également disponibles sur les sites web de la COSOB et de la Société de gestion de la Bourse des valeurs. Fondée en 2009, AYRADE SPA opère dans les technologies de l'information, l'ingénierie logicielle et le développement de solutions et services numériques. Son capital social s'élève à 25 millions de dinars, réparti en 5 millions d'actions.

R.E.

CENTRE DE RECHERCHE EN TECHNOLOGIES AGRO-ALIMENTAIRES

**L'importance de la transition agro-écologique soulignée à Bejaïa**

Des participants à une journée d'étude organisée dimanche par le Centre de recherche en technologies agro-alimentaires (CRTAA) de Bejaïa, ont mis l'accent sur la nécessité d'opérer une transition agro-écologique, perçue comme une alternative pour promouvoir une agriculture durable. Des chercheurs de la division "agroécologie" du CRTAA ont mis en avant, en marge d'une rencontre sur l'usage des pesticides en production agricole, tenue au niveau du campus de Targa Ouzemour, la nécessité de la transition agroécologique. Chercheuse à la divi-

sion "agroécologie", Mme Mechiah Fahima, a indiqué, à l'APS, que cette transition repose essentiellement sur des piliers environnementaux, sociétaux et économiques, qui contribuent à l'élaboration des solutions, tout en prenant en compte l'impact sur les dépenses liées à l'usage des différents intrants chimiques. Des solutions ont été mises au point à cet effet, à travers l'usage des biopesticides microbiens, à base de bactéries, de champignons, d'extraits végétaux, et de rotations des cultures, ainsi que l'utilisation de semences locales résistantes aux changements climatiques, a-t-elle expli-

qué. Elle a ajouté qu'une large sensibilisation impliquant la communauté scientifique, les agriculteurs et les consommateurs est nécessaire pour accompagner cette transition. Pour Mme Inouri Ahlem, chercheuse au CRTAA, l'utilisation des extraits végétaux, notamment des huiles essentielles, comme pesticides naturels s'est avérée "efficace" dans le traitement des maladies touchant les abeilles. De plus, une étude a démontré que les huiles essentielles ont un effet bénéfique sur la longévité des abeilles, notamment chez celles qui sont exposées à des pesticides. Cette alternative natu-

relle est également utilisée pour lutter contre certains ravageurs, dont la varroase, a-t-elle relevé. La chercheuse a insisté sur la nécessité de préserver l'abeille, considérée comme un élément "majeur" pour la pérennité des écosystèmes. La rencontre sur l'usage des pesticides en production agricole a permis de "mettre en exergue le rôle de la recherche dans la mise en place des méthodes alternatives biologiques pour une agriculture durable", a indiqué la directrice-adjointe du CRTAA, Djoudad Kadji Hafsa.

APS

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

## HYDROCARBURES

## « Algeria Bid Round 2026 » lancé

Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a présidé hier à Alger le lancement de l'appel d'offres « Algeria Bid Round 2026 », portant sur sept périmètres d'exploration. Ce nouvel appel à la concurrence s'inscrit dans l'accélération de la stratégie nationale visant à attirer les capitaux internationaux et à maximiser le potentiel énergétique du pays.

Par Selma R.

D'emblée, le ministre a souligné la portée de cette démarche, la qualifiant de « nouvelle étape importante dans le processus de développement du secteur des hydrocarbures ». S'inscrivant dans la continuité de la dynamique positive observée lors de l'édition 2024, ce nouveau round ambitionne de consolider la confiance des investisseurs étrangers dans le climat des affaires en Algérie. « Cet appel d'offres traduit la volonté de poursuivre le développement du secteur sur des bases modernes fondées sur la transparence, l'efficacité et des partenariats équilibrés », a-t-il affirmé.

Au-delà de l'ouverture de nouvelles zones d'exploration, « Algeria Bid Round 2026 » s'inscrit dans une vision plus globale. Il s'agit, selon Arkab, de valoriser de manière optimale les ressources nationales tout en favorisant le transfert de technologies et le renforce-

ment des compétences locales. Dans un contexte international marqué par des mutations géopolitiques et énergétiques rapides, l'Algérie entend consolider son rôle de fournisseur fiable et de partenaire énergétique de premier plan, notamment grâce à sa proximité stratégique avec les marchés européens et à la qualité de ses infrastructures d'exportation. Le ministre a également insisté sur la dimension industrielle de cette dynamique, mettant en avant le rôle central de la sous-traitance nationale.

Les petites et moyennes entreprises ainsi que les start-ups sont appelées à jouer un rôle clé dans la chaîne de valeur, notamment dans les services techniques, la maintenance et la fourniture d'équipements spécialisés. « Cet appel d'offres représente une véritable opportunité pour renforcer la sécurité énergétique mondiale », a-t-il ajouté, tout en rappelant les ambitions du pays de devenir un hub énergétique régional à travers des projets structurants, à

l'image du gazoduc transsaharien.

De son côté, le président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures, Samir Bekhti, a mis en avant la portée stratégique de ce lancement. « Ce moment représente un positionnement stratégique pour notre pays et une projection résolue vers l'avenir », a-t-il déclaré, soulignant que l'Algérie fait aujourd'hui le choix de « la stabilité, de la clarté et de la fiabilité » dans un environnement énergétique mondial de plus en plus concurrentiel. Dans son intervention, Bekhti a insisté sur la transformation du modèle de gouvernance du secteur. L'Algérie, a-t-il expliqué, ne se limite plus à son statut de pays de ressources, mais s'affirme désormais comme un pays de décision et d'exécution. Cette évolution s'est traduite par une refonte du cadre contractuel et par l'introduction de mécanismes plus flexibles, conçus en concertation avec les investisseurs. « Nous sommes passés d'une

logique administrative à une logique économique, et d'une approche procédurale à une approche par projet », a-t-il précisé. Les blocs proposés dans le cadre de ce round ont été sélectionnés selon des critères rigoureux, combinant potentiel géologique avéré et perspectives de développement immédiates. Pour ALNAFT, il s'agit de proposer « des opportunités réelles, bien documentées et exploitables », répondant aux exigences de rentabilité et de visibilité des grandes compagnies énergétiques.

En somme, « Algeria Bid Round 2026 » traduit une ambition claire : inscrire durablement l'Algérie parmi les destinations énergétiques les plus compétitives et fiables à l'échelle mondiale. Dans un contexte où les opportunités de qualité se raréfient, le pays mise sur la stabilité de son cadre réglementaire, la richesse de ses ressources et la crédibilité de ses institutions pour attirer des partenariats de long terme.

## La remise des offres prévue le 26 novembre prochain

Sur le plan technique et organisationnel, « Algeria Bid Round 2026 » repose sur un dispositif modernisé piloté par ALNAFT, sous l'égide du ministère des Hydrocarbures et en coordination avec Sonatrach. L'introduction du « Nomination Process », lancée fin 2025, constitue une évolution notable, en ce sens qu'elle permet d'intégrer en amont les attentes des investisseurs dans la structuration de l'offre. Le calendrier encadre précisément les différentes étapes, avec l'ouverture

des data rooms physiques et virtuelles dès le 1er juin 2026, la remise des offres prévue le 26 novembre, avant la signature des contrats fin janvier 2027. Entirement numérisé, le processus s'appuie sur le cadre juridique de la loi 19-13, qui clarifie la répartition des rôles entre les institutions et impose notamment la présence de Sonatrach comme partenaire majoritaire. Il prévoit également deux modèles contractuels distincts, entre contrats de participation et contrats de partage de produc-

tion, dans un environnement fiscal repensé pour améliorer la compétitivité, avec des redevances modulables, une fiscalité progressive et d'importantes exonérations sur les activités amont.

Parallèlement, les caractéristiques techniques des projets proposés confirment le potentiel significatif des sept zones mises en compétition, qui combinent exploration pure et développement de découvertes déjà identifiées. Des périmètres comme Ili-izi Centre 1 illustrent cette ap-

proche, avec un bassin déjà partiellement foré, des découvertes avérées en pétrole et en gaz, ainsi que des infrastructures existantes facilitant une mise en production rapide. À cela s'ajoute le projet de M'Zaid Nord, situé dans le bassin d'Oued Mya, qui bénéficie d'une couverture sismique 3D particulièrement dense et d'un environnement géologique favorable à l'optimisation de la production et à l'exploration de nouveaux gisements. L'évaluation des offres reposera sur des critères tech-

niques rigoureux, intégrant la qualité des données sismiques, les programmes de forage et les techniques de récupération assistée, en complément d'une analyse financière adaptée. Cette démarche s'inscrit également dans une logique de durabilité, marquée notamment par l'interdiction stricte du torchage du gaz, traduisant l'évolution du cadre réglementaire vers des standards environnementaux plus exigeants.

## GAZODUC TRANSSAHARIEN

## « Un projet stratégique jugé plus crédible »

Par Reda Hadi

Le président de North Africa Risk Consulting (NARCO), Jeff Porter, a détaillé les facteurs qui rendent le projet de gazoduc transsaharien algérien plus attractif que le projet marocain.

Il a déclaré dans une interview accordée à la plateforme « L'Énergie », publiée hier dimanche, que le projet de gazoduc transsaharien algérien est plus viable que le projet de gazoduc atlantique africain marocain.

Selon lui, le gazoduc transsaharien, reliant l'Algérie, le Niger et le Nigeria, se distingue par sa courte distance, sa faible complexité technique et son recours à des infrastructures existantes. En revanche, le second projet serait coûteux, techniquement complexe, soumis à de nombreuses contraintes juridiques, et sa viabilité resterait incertaine.

Dans le même contexte, l'expert stratégique, Jeff Porter, a indiqué que le Sénégal est devenu, à l'heure actuelle, moins enclin aux initiatives marocaines, en raison de la détérioration récente de leurs relations, malgré le fait que le Sénégal constitue un point d'ancrage du projet marocain. Le projet de gazoduc transsaharien, considéré comme le plus important de ce type en Afrique, devrait entrer prochainement dans sa phase opérationnelle, conformément aux instructions du président de la République algérienne, Abdelmadjid Tebboune.

Il vise à transporter entre 20 et 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an depuis le Nigeria vers l'Europe, en passant par le Niger et l'Algérie. L'Algérie affirme que ce projet vise à renforcer l'intégration énergétique africaine, à soutenir le développement économique des pays concernés et à permettre au gaz africain d'accéder

aux marchés européens, en s'appuyant sur les infrastructures développées dont dispose le pays. Le gazoduc s'étend sur une distance de 4 128 kilomètres. La société Sonatrach sera chargée du lancement des travaux préliminaires pour la pose de l'oléoduc à travers le territoire nigérien. Au-delà de sa dimension économique, ce projet constitue également un levier de développement pour les pays traversés, notamment le Niger, en favorisant les investissements, la création d'emplois et le développement des infrastructures. La compagnie nationale Sonatrach jouera un rôle central dans la mise en œuvre des travaux, notamment pour la phase initiale de pose du pipeline sur le territoire nigérien. Cette dynamique intervient dans un contexte mondial bouleversé par les tensions géopolitiques, notamment la guerre en Iran, qui a fortement perturbé les marchés énergétiques. La vo-

lilité des prix du pétrole et du gaz, accentuée par les incertitudes liées au respect des cessez-le-feu, a mis en lumière la nécessité pour les pays importateurs de diversifier leurs sources d'approvisionnement. Par ailleurs, en s'appuyant sur ses atouts géographiques, ses infrastructures et son expertise, l'Algérie ambitionne ainsi de consolider son rôle de hub énergétique incontournable entre l'Afrique et l'Europe. L'analyse de Jeff Porter confirme ainsi une tendance de fond : face aux incertitudes globales, les projets les plus simples, les mieux intégrés et les plus rapidement réalisables sont ceux qui ont le plus de chances d'aboutir. À ce titre, le gazoduc transsaharien algérien semble aujourd'hui en position de force pour devenir l'un des projets énergétiques majeurs du continent au cours des prochaines décennies.

FNESRS

**Messaoud Amarna  
plébiscité SG**

Messaoud Amarna a été plébiscité, samedi à Alger, Secrétaire général de la Fédération nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (FNESRS) pour un nouveau mandat.

M. Amarna a été plébiscité lors des travaux du 1er Congrès de la Fédération, supervisé par le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, en présence du ministre de la Communication, Zoheir Bouamama, et d'Ali Chekri, en tant que représentant du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Takdjout a souligné que la force des travailleurs algériens réside dans "l'union et la solidarité", ajoutant que les préoccupations des travailleurs sont abordées par le dialogue inspiré de "l'histoire de l'Union et de ses principes supérieurs".

Il a affirmé que l'UGTA restera attachée à sa ligne nationale et engagée à défendre l'intérêt suprême du pays, ajoutant que la célébration de la Journée internationale des travailleurs le 1 mai prochain constituera "une halte pour évaluer le bilan des syndicats et fédérations de l'UGTA".

Pour sa part, M. Amarna a salué la noble mission de l'Université algérienne, se félicitant de l'attachement et de l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à l'Université et à la recherche scientifique, ainsi que ses décisions historiques en faveur de ce secteur.

R.E.

**PORT D'ANNABA****Exportation de 20.000 tonnes de ciment blanc vers le Guatemala**

Une cargaison de 20.000 tonnes de ciment blanc, emballée dans des Jumbo bags (grands sacs), a été chargée, samedi au port d'Annaba à bord d'un navire, dans le cadre d'une opération d'exportation vers le Guatemala dans le cadre des efforts visant à diversifier les exportations hors hydrocarbures, selon un communiqué publié par l'Entreprise portuaire.

Le même communiqué a précisé que l'opération de chargement, qui s'est déroulée au niveau du quai numéro 9 dans des conditions d'organisation rigoureuses, a vu la mobilisation de tous les moyens humains et logistiques, mis en place en coordination avec les différents acteurs du système portuaire, ce qui a permis d'assurer le déroulement de

l'opération dans de bonnes conditions appropriées et dans des délais record. Cette opération s'inscrit, selon la même source, dans le cadre des efforts du pays visant à renforcer les exportations hors hydrocarbures en accompagnant les opérateurs économiques et en facilitant l'accès des produits algériens aux marchés internationaux, notamment ceux de l'Amérique latine.

L'opération a également mis en évidence les capacités du port d'Annaba à gérer les chargements de grande envergure, renforçant ainsi sa position en tant que plateforme logistique stratégique au niveau du bassin méditerranéen et contribuant à la diversification de l'économie nationale et à la promotion des exportations.

**Dernière composition de DZAIRINDEX**

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,06	-0,69	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 148,00	2195,00	+2,19	-1,18	-3,24	10,47	5,69	1000	2 195 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,44	3,97	5,00	0	0,00

**PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES À SIDI BEL-ABBES****Une délégation du ministère inspecte l'écloserie aquacole de "Tabia"**

Une délégation du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a effectué une visite de travail dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, pour s'enquérir de l'état d'avancement des projets structurants visant à transformer la wilaya en un pôle intérieur leader dans la production et la commercialisation des ressources halieutiques, a-t-on appris, samedi, auprès de la cellule de communication de la wilaya.

La même source a précisé que la visite, qui a débuté hier vendredi, comprenait le directeur du développement de l'aquaculture, le directeur de l'administration générale et le sous-directeur de l'équipement public au ministère. Elle a été entamée par l'inspection de l'écloserie aquacole de la commune de "Tabia".

La délégation a constaté les résultats des opérations de remise en exploitation et de réaménagement global de la station, y

compris la réception d'un puits artésien et l'équipement des laboratoires avec des matériels de pointe.

Les responsables du secteur ont souligné l'importance de l'achèvement de l'installation du "système clos" pour la production d'alevins destinés à l'élevage, une étape qui place l'écloserie en phase de production effective, garantissant ainsi l'approvisionnement des investisseurs en intrants essentiels au niveau local.

Dans le cadre du soutien à la chaîne de production, la délégation ministérielle a inspecté l'unité de fabrication d'aliments pour poissons dans la zone d'activités "El-Djawaher" (commune de Sidi Lahcen). Ce projet est considéré comme un acquis stratégique visant à fournir des aliments de haute qualité au profit des aquaculteurs, contribuant ainsi à la réduction des coûts de production, à la promotion du produit local et à la réalisation de la souveraineté

dans ce domaine.

Concernant le volet de la distribution et de l'organisation, la délégation a visité le marché de gros de poissons, où des explications lui ont été fournies sur le système de gestion moderne basé sur la numérisation. Ce système informatique avancé permet un recensement précis des flux de produits halieutiques (entrées et sorties), avec l'activation de mécanismes de contrôle rigoureux garantissant la transparence et la bonne gestion commerciale. La délégation a clôturé sa visite par l'inspection d'un point de vente de poissons au détail au quartier Larbi Ben M'hidi, conventionné avec la Chambre de la pêche, où elle s'est enquis des conditions de commercialisation des produits et de leur réponse aux exigences des consommateurs en termes de qualité et de prix.

R.E.

**ETUSA****Lancement de deux nouvelles lignes à Reghaia**

L'Entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a annoncé l'ouverture, à partir de lundi, de deux nouvelles lignes (620 et 621) à Reghaia, dans le cadre du renforcement du service de transport public et de la facilitation des déplacements des citoyens, notamment dans les zones à forte densité de population.

Le lancement de ces deux nouvelles lignes s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, visant à renforcer la liaison entre les nouveaux pôles ur-

bains, et à alléger la pression sur les moyens de transport, indique un communiqué de l'entreprise.

La ligne N 620 reliera la cité des 2000 logements AADL (Cnep) de Reghaia à la station du 2 mai, via la gare routière de Reghaia. Le premier départ depuis la cité des 2000 logements est prévu à 06h00, tandis que le dernier départ depuis la station du 2 mai est fixé à 18h40.

Quant à la ligne N 621, il s'agit d'une ligne circulaire reliant la gare routière de Reghaia à la cité des 438 logements AADL à Boudouaou, et

à la cité des 2800 logements à Bouraada, avant de revenir au point de départ. Le premier départ depuis la cité des 2800 logements est prévu à 06h30, et la dernière depuis la gare routière de Reghaia est fixé à 18h10.

L'Etusa a souligné que ces nouvelles lignes visent à améliorer la couverture du réseau de transport urbain, et à offrir des options supplémentaires aux citoyens, en adéquation avec l'expansion urbaine au niveau des banlieues Est de la capitale.

APS

**Mercuriale**

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR  
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DÉVELOPPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 19 أبريل 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 19 Avril 2026

Produits	Prix du détail <sup>1</sup>		أسعار التجزئة <sup>2</sup>		المنتجات
	DA / Kg		دج / كغ		
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	62	71	52	البطاطا
	Tomate	215	232	197	الطماطم
	Oignon sec	105	116	94	البصل الجاف
	Ail sec	860	983	737	الثوم الجاف
	Ail vert	209	236	183	الثوم الأخضر
	Carotte	126	141	112	الجزر
	Navet	116	129	103	اللفت
	Petit pois	201	224	177	الجلبانة
	Fève verte	107	121	92	الفول الأخضر
	Courgette	125	139	110	الكوسة
	Haricot vert	317	346	288	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	127	140	114	الخس
Fruits frais	Orange	275	326	224	البرتقال
	Citron	209	236	181	الليمون
	Pomme locale	451	548	354	الفواكه المحلي
	Datte	499	629	369	التمر
Produits d'origine animale	Banane	438	453	424	الموز
	Viande bovine locale	1973	2116	1830	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	377	389	364	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

## COMMERCE EXTÉRIEUR

# Hausse de 16 % des exportations hors-hydrocarbures

Les exportations hors hydrocarbures ont enregistré une hausse de 16 % au cours du premier trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année précédente, confirmant une dynamique ascendante. Cette performance illustre l'ancrage progressif d'un nouveau modèle économique fondé sur la diversification des sources de revenus.

Par S. R.

S'exprimant sur les ondes de la « Chaîne I » de la radio nationale, Abdelatif El Houari, directeur central au ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a souligné que cette évolution s'inscrit dans une tendance durable, marquée par une progression continue des exportations hors hydrocarbures. « Nous avons enregistré, durant les trois premiers mois de 2026, une augmentation de 16 %, ce qui constitue un indicateur très positif », a-t-il affirmé, estimant que cette dynamique reflète « la pertinence de la politique actuelle et l'efficacité des mesures d'accompagnement mises en place ».

Selon le même responsable, cette progression traduit une transformation structurelle du commerce extérieur algérien. « Nous ne sommes plus dans une logique d'exportation ponctuelle ou circonstancielle. Ce modèle est désormais dépassé », a-t-il insisté, mettant en avant l'émergence de filières productives orientées vers les marchés internationaux. Dans ce contexte, les exportations apparaissent comme un levier central pour réduire la dépendance aux hydrocarbures et renforcer la résilience de l'économie nationale. Cette évolution repose également sur une

diversification croissante des produits exportés. Aux côtés des produits traditionnels, tels que les matériaux de construction, les industries agroalimentaires et les produits agricoles, de nouveaux segments se développent. Abdelatif El Houari a ainsi évoqué l'essor des exportations de pièces de rechange automobiles, dont les premières opérations vers des pays voisins ont été concrétisées récemment, ainsi que la percée du produit algérien sur des marchés plus lointains, notamment en Amérique et en Asie.

Le responsable a, en outre, insisté sur l'ouverture de nouvelles destinations commerciales, soulignant que l'Algérie élargit progressivement son champ d'action. Si le continent africain demeure un espace privilégié en raison de la proximité géographique, les opérateurs nationaux s'orientent désormais vers des marchés plus éloignés, y compris en Amérique latine et en Asie. « Il y a une volonté forte d'atteindre tous les marchés internationaux, malgré leur éloignement », a-t-il indiqué. Par ailleurs, cette progression contribue directement à l'équilibre du commerce extérieur. « Ces opérations participent à rendre la balance commerciale plus équilibrée, voire positive », a expliqué le même responsable, mettant en avant leur impact sur l'entrée de devises et le financement de

l'économie nationale.

Cette dynamique s'appuie aussi sur un dispositif d'accompagnement renforcé. L'État prend en charge une partie des coûts liés à l'exportation, notamment le transport international, tout en soutenant la participation des entreprises aux foires et salons internationaux. « L'État accompagne les exportateurs et partage avec eux une partie des risques liés à l'accès aux marchés internationaux », a précisé Abdelatif El Houari. Dans cette optique, plusieurs réformes ont été engagées afin d'améliorer l'environnement des exportations, notamment la mise en place prochaine d'un guichet unique destiné à simplifier les procédures administratives et à réduire les délais. Ce dispositif vise à regrouper l'ensemble des intervenants dans un même espace pour fluidifier les démarches et faciliter l'accès des opérateurs aux marchés étrangers.

La hausse enregistrée au premier trimestre 2026 reflète ainsi une transformation progressive de l'économie algérienne. Portée par une stratégie cohérente et une mobilisation conjointe des acteurs publics et privés, cette dynamique devrait se poursuivre dans les mois à venir, avec pour objectif de renforcer durablement la place des exportations hors hydrocarbures dans les échanges extérieurs du pays.

## EXPORTATIONS VERS L'AFRIQUE

## Tindouf se prépare à accueillir un salon économique stratégique

La wilaya de Tindouf connaît, ces jours-ci, une dynamique accélérée. En prévision du Salon des produits et services algériens destinés à l'exportation, qu'elle accueillera du 24 au 27 avril sous le slogan "Tindouf, porte d'exportation vers l'Afrique". Cette initiative reflète l'importance stratégique de la wilaya dans le soutien aux échanges commerciaux et le renforcement de l'ouverture économique vers la profondeur africaine.

Dans ce cadre, le chef de daïra de Tindouf, M. Reda Belbali a indiqué à la presse que les différents services concernés ont entamé, depuis plusieurs semaines, la mise en œuvre d'un programme préparatoire multidimensionnel. Celui-ci comprend l'aménagement des espaces destinés à accueillir cet événement économique, ainsi que l'amélioration des infrastructures et le renforcement des aspects logistiques et organisationnels, afin de garantir les conditions optimales pour recevoir les exposants et les délégations participantes, nationales et étrangères.

Le même responsable a souligné que les autorités locales ont mobilisé tous les moyens matériels et humains pour assu-

rer le bon déroulement de cette manifestation, ajoutant qu'elles travaillent en coordination avec les secteurs concernés pour finaliser les dispositions relatives à l'hébergement, au transport, à la sécurité, ainsi qu'à l'accompagnement des opérateurs économiques, contribuant ainsi à la réussite de ce rendez-vous économique majeur.

Le Salon devra connaître une large participation d'entreprises nationales actives dans divers secteurs de production et de services, notamment les industries de transformation, l'agriculture, l'énergie et les services logistiques, souligne-t-on. Il constituera un espace de mise en valeur des capacités nationales et de promotion des opportunités de partenariat et d'investissement, notamment avec des opérateurs économiques issus de pays africains.

Cette manifestation sera également marquée par l'organisation de rencontres bilatérales et de conférences économiques spécialisées, visant à examiner les moyens de développer les exportations algériennes hors hydrocarbures et à explorer de nouvelles perspectives de coopération commerciale, en particulier dans le cadre de l'orientation stratégique

de l'Etat vers la diversification de l'économie nationale et le renforcement de sa présence sur les marchés africains.

De son côté, le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Tindouf "Tafagoumt", M. Nouh Abiri a estimé que l'accueil de cet événement par la wilaya revêt "une signification particulière, compte tenu de sa position géographique privilégiée en tant que porte naturelle vers les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest". Il a également évoqué les grands projets que connaît la région, tels que la Route transsaharienne et le projet d'exploitation du gisement de Gara Djebilet, susceptibles de renforcer le rôle de la wilaya en tant que pôle logistique et commercial prometteur. Il est attendu, a-t-il ajouté, que le Salon contribue à donner un fort élan à la dynamique des exportations, en créant des espaces de mise en relation entre producteurs et importateurs, et en encourageant les entreprises algériennes à accéder aux marchés extérieurs, conformément à la politique nationale visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures et à réaliser un développement économique durable.

R E.

## NORMALISATION ET ACCRÉDITATION DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

### La Commission nationale d'évaluation installée

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a présidé, dimanche à Alger, la cérémonie d'installation de la Commission nationale d'évaluation, pour la normalisation et l'accréditation des établissements de santé, afin d'améliorer leur gestion et la qualité des services de santé. A cette occasion, le ministre a affirmé que la mise en place de cette commission vient "en réponse à la nécessité impérieuse d'instaurer un cadre juridique national de référence, visant à unifier les normes de qualité et à évaluer les performances au sein des établissements de santé des secteurs public et privé, de manière à garantir une prise en charge sûre et efficace répondant aux attentes du citoyen et conforme, en même temps, aux standards internationaux en vigueur dans ce domaine". Cette démarche constitue, ajoute-t-il, "une étape stratégique vers l'ancrage de la culture de l'évaluation et de l'amélioration continue, outre la transition du système de santé vers un modèle fondé sur la qualité et l'efficacité, consacrant le principe du droit à la santé en tant que priorité nationale".

Le ministre a précisé que la Commission nationale d'évaluation est "une instance nationale de référence investie de missions stratégiques centrales, notamment l'élaboration et la mise à jour du référentiel national d'accréditation des établissements de santé, la définition de normes précises pour l'évaluation des performances et de la qualité de la prise en charge, ainsi que l'accompagnement des établissements de santé dans l'adoption d'une démarche qualité et d'amélioration continue".

Il a également indiqué que la commission sera chargée d'analyser les indicateurs nationaux de performance des établissements de santé et d'élaborer des rapports précis contribuant à l'orientation des politiques de santé, outre son rôle dans l'organisation et l'encadrement du système d'accréditation, la formation et l'agrément des évaluateurs, ainsi que la diffusion de la culture de l'amélioration continue au sein du secteur.

Concernant la composition de cette commission, le ministre a souligné qu'elle "regroupe des représentants de l'administration centrale, des cadres des établissements de santé, ainsi que des experts et des enseignants dans divers domaines médicaux, scientifiques et techniques, garantissant ainsi une approche globale et participative répondant aux préoccupations du terrain et en adéquation avec les évolutions internationales en matière d'accréditation des établissements de santé".

PAR R E/APS

## BENI-ABBÈS

**Plus de 300 foyers  
raccordés au réseau  
électrique à  
Tabelbella**

Environ trois cent quatre (304) foyers dans la commune de Tabelbella (W. Beni-Abbes) ont été raccordés au réseau public de distribution de l'énergie électrique, à-on avisé, samedi, des services de la wilaya.

Une enveloppe financière de l'ordre de plus de 89 millions de DA a été allouée à la concrétisation de cette opération, avec une participation du groupe Sonelgaz à hauteur de plus de 40 millions de DA et de l'Etat à plus de 49 millions de DA, at-on précisé. Cette opération, pilotée par la direction locale de l'urbanisme, de la construction et d'architecture (DUCA), nécessite la réalisation d'un réseau de transport et de raccordement de l'énergie électrique de 9 170 km et cinq (5) postes transformateurs, à-on indiqué. Ce projet, qui vient en concrétisation des doléances formulées auparavant par les citoyens, a nécessité une durée de 120 jours pour sa réalisation et mise en service, a-t-on ajouté.

Outre ce projet de réalisation, les travaux d'un réseau similaire de transport et de raccordement à l'énergie électrique d'un lotissement de 163 lots sociaux à bâtir ont été entamés dans la même collectivité, a indiqué la même source.

APS

## OUM EL BOUAGHI

**Formation de 37 jeunes  
porteurs de projets en  
entrepreneuriat à  
l'université Larbi Ben  
M'hidi**

Un total de 37 jeunes porteurs de projets ont été formés dans le domaine de l'entrepreneuriat à l'université Larbi Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi depuis le début de l'année 2026, at-on appris samedi auprès de la directrice du Centre de développement de l'entrepreneuriat (CDE) de cet établissement, Saadia Meziane.

La formation de ce groupe de porteurs de projets s'est déroulée au cours de deux (2) sessions, encadrées par des enseignants de diverses spécialités de l'université d'Oum El Bouaghi, ainsi que par des cadres de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), a précisé la même source dans une déclaration à l'APS.

Mme Meziane a souligné que ces jeunes s'ajoutent aux 330 autres porteurs de projets formés au niveau du centre durant les années 2024 et 2025, répartis sur 17 sessions de formation.

Le programme de formation destiné aux étudiants porteurs de projets et aux diplômés universitaires comprend plusieurs axes, notamment le marketing, la gestion, le financement et les aspects juridiques, selon la même intervenante. Dans le même contexte, la directrice du Centre de développement de l'entrepreneuriat a indiqué que les projets de trois jeunes ayant suivi précédemment une formation en entrepreneuriat ont été financés récemment.

Il s'agit d'un atelier de fabrication d'accessoires automobiles, d'un autre pour la production de ruban adhésif, ainsi que d'une unité de fabrication de sacs plastiques biodégradables.

R. E.

## CONSTANTINE

**La mécanisation agricole au centre  
d'une rencontre régionale**

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a organisé, samedi à Constantine, une rencontre régionale intitulée "La mécanisation agricole, levier essentiel pour la modernisation, l'amélioration des performances et la garantie de la sécurité et de la stabilité des exploitations agricoles", en présence des cadres du secteur de l'agriculture.

Cette initiative s'inscrit dans la dynamique actuelle du secteur, à travers la création de coopératives agricoles spécialisées dans la mécanisation afin de moderniser la filière céréalière, a précisé le directeur général de la production agricole au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Lotfi Ghernaout, représentant du ministre du secteur lors de cet événement tenu au cercle régional de l'Armée "Chahid Karboua Abdelhamid". Le même responsable a ajouté, à cet égard, qu'un recensement rigoureux effectué par le ministère a révélé l'obsolescence du parc national de machines agricoles.

Cela a nécessité, selon lui, le lancement de mesures urgentes pour le renforcer avec des tracteurs et des moissonneuses-batteuses, afin de surmonter les obstacles de terrain qui entravent la production nationale.

Dans le cadre de l'appui aux professionnels, M. Ghernaout a mis en avant le lancement du "Crédit fournisseur" pour l'acquisition de produits de protection phytosanitaire sans paiement préalable. L'objectif est de réduire les pertes de production, qui atteignent parfois 40% en raison des maladies végétales, et de garantir une intervention préventive efficace pour

protéger les récoltes, tout en soutenant les agriculteurs aux ressources limitées.

De son côté, le directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles, a souligné l'importance capitale accordée par la Caisse à la filière céréalière, jugée stratégique.

Il a évoqué le développement d'un système d'assurance intégré répondant aux exigences de modernisation, destiné à protéger le matériel (tracteurs, moissonneuses, systèmes d'irrigation modernes) contre divers risques, allant jusqu'à l'assurance contre la perte de rendement pour garantir la continuité de l'activité agricole.

M. Benhabiles a également révélé que les cotisations à la Caisse au cours de l'année 2025 ont dépassé 15,2 milliards de DA. L'assurance agricole à elle seule a enregistré une croissance d'environ 10%, consolidant sa position de leader sur le marché avec une part de 80%.

Il a précisé que les indemnités versées ont atteint 8,1 milliards de DA, témoignant des efforts intensifs de la Caisse pour améliorer la qualité de service en réduisant les délais de traitement des dossiers et des sinistres.

Par ailleurs, le directeur général de la filiale Agrodrive (spécialisée dans la mécanisation agricole et relevant du groupe

public Agrodiv), Benyoucef Derkaoui, a annoncé le renforcement du parc national avec 1850 tracteurs et 531 moissonneuses-batteuses.

Parmi ces dernières, 331 sont de production nationale avec un taux d'intégration de 75%, tandis que 200 unités seront importées.

M. Derkaoui a également rappelé l'initiative de formation des conducteurs de machines agricoles des coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) à la conduite, au réglage de précision et à la maintenance. L'objectif technique est de ramener les pertes à des niveaux compris entre 3 et 5%, avec une ambition annuelle de récupérer 40000 tonnes de céréales.

En marge de cette rencontre, une convention-cadre de partenariat a été signée entre la CNMA et Agrodrive, en présence des directeurs généraux des deux entreprises, visant à définir les modalités de couverture assurantielle au profit de "Agrodrive" et de ses unités opérationnelles, en vue de garantir la protection de ses biens, installations et équipements, ainsi que la couverture de ses responsabilités liées à ses activités, notamment en matière de services, de maintenance, d'accompagnement technique et d'importation de matériels agricoles.

APS

## BLIDA

**Ouverture des floralies avec la participation  
de près de 70 exposants**

Les floralies de Blida ont débuté samedi avec la participation de près de 70 exposants, principalement des pépiniéristes, pour qui cet espace annuel constitue une opportunité de promotion et de commercialisation de leurs produits. Organisée dans le cadre du Printemps blidéen, cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 18 mai prochain, se tient à la place

de la Liberté et le long de la rue mitoyenne Abdallah-Aïchi. La cérémonie d'ouverture, présidée par les autorités locales, a été marquée par un défilé de voitures anciennes décorées de compositions florales, qui s'est ébranlé depuis le siège de la daïra de Blida (mitoyen à la place de la Liberté) en direction de la rue Larbi-Tebessi, en présence d'un nombreux public.

Les organisateurs possèdent une forte affluence de visiteurs parmi les amateurs de fleurs et de jardinage venus de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya pour importer diverses plantes, arbres fruitiers locaux et importés, ainsi que du matériel de plantation. Les exposants ont souligné l'importance de cet espace pour la commercialisation de leurs produits très prisés par les citoyens,

dont notamment les plantes ornementales faciles à cultiver et à entretenir, telles que la tagète, le basilic et la rue. Les floralies de Blida proposent également plusieurs stands dédiés aux fournitures de jardinage, comprenant terreau, semences, engrais organiques et pots en terre cuite ou en plastique.

R. E.

## MÉDÉA

**Plus de 24 mille dossiers traités dans le cadre  
de la mise en conformité des constructions**

Les commissions de daïras chargées de l'examen des dossiers des demandes de mise en conformité des constructions érigées avant 2008 au niveau de la wilaya de Médéa ont étudié, à ce jour, plus de 24 mille cas, at-on appris, dimanche auprès de la direction de l'urbanisme, l'architecture et la construction.

L'étude de régularisation des habitations non achevées dans le cadre de la loi 08-15, promulguée en juillet 2008, a concerné 24.404 dossiers sur un total de 25.290 demandes déposées auprès des commissions de daïras, soit 96% de la totalité des demandes introduites par

les citoyens, at-on fait savoir.

Sur les 24.404 dossiers traités, 14.364 dossiers ont été approuvés par ces commissions qui ont, par ailleurs, refusé 9.308 demandes de régularisation, tandis que 732 cas sont toujours en phase d'examen, at-on précisé.

La loi 08-15, définissant les règles de conformité des habitations et leur achèvement, a fait l'objet de plusieurs prolongations pour permettre aux propriétaires de constructions inachevées de se mettre en conformité avec la loi, a expliqué la même source.

La loi 08-15 stipule que la mise en conformité concerne les constructions

dont les travaux d'édification sont achevés ou en cours d'achèvement antérieurement à 2008 lorsqu'elles remplissent les conditions fixées par la présente loi, à savoir la possession d'un permis de construire.

Sont exclues par cette régularisation, les constructions édifiées notamment sur des parcelles réservées aux servitudes (pylônes électriques et conduite de gaz), sur les sites et les zones d'expansion touristique, ou les habitations érigées sur les sites et les monuments historiques ou sur des terres à vocation agricole ou forestière.

APS

# Systeme monde et imperialite

3<sup>e</sup> partie et fin

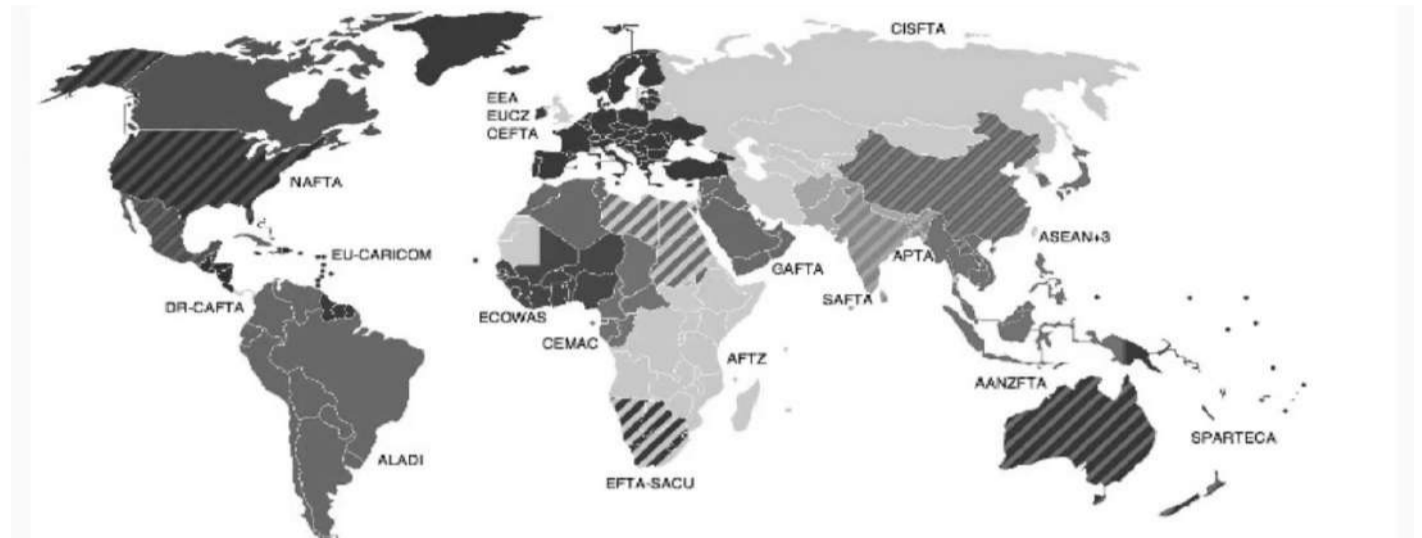
Les geants de la tech ont reinvente.le business. Leur secret ? Une agilite.reactive et subversive qui surclasse les modeles traditionnels.

Par DERGUINI Arezki (\*)

Écoutons Mary Kaldor, l'auteur de *new&old wars* :  
« Dans les travaux sur la mondialisation, une question centrale concerne les implications de l'interconnexion mondiale pour l'avenir de la souveraineté territoriale, c'est-à-dire pour l'avenir de l'État moderne. Les nouveaux conflits surviennent dans un contexte d'érosion de l'autonomie de l'État et, dans certains cas extrêmes, de désintégration de celui-ci. Ils se produisent notamment dans un contexte d'érosion du monopole de la violence organisée et légitime. Ce monopole est érodé à la fois par le haut et par le bas. Par le haut, il a été érodé par la transnationalisation des forces armées, amorcée lors des deux guerres mondiales et institutionnalisée par le système des blocs pendant la guerre froide, ainsi que par les innombrables connexions transnationales entre forces armées qui se sont développées après la Seconde Guerre mondiale. La capacité des États à recourir unilatéralement à la force contre d'autres États s'en est trouvée considérablement affaiblie. Ceci s'explique en partie par des raisons pratiques : la destructivité croissante des technologies militaires et l'interconnexion grandissante des États, notamment dans le domaine militaire. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui un État ou un groupe d'États s'exposer à une guerre de grande ampleur, potentiellement plus destructrice encore que celles des deux guerres mondiales. De plus, les alliances militaires, la production et le commerce internationaux d'armements, les diverses formes de coopération et d'échanges militaires, les accords de contrôle des armements, etc., ont engendré une forme d'intégration militaire mondiale. »[12]

## Dichotomie versus continuité de l'échange et de la guerre

La différenciation sociale est poussée par la compétition et par la guerre. Une anthropologie de la violence doit être faite hors des dichotomies occidentales. Au départ de la différenciation sociale, il y a la peur de la mort. Comment ce que l'on s'est approprié de la nature peut-il être défendu si on a peur de la mort ? Plus on pourra défendre ce que l'on s'est acquis plus on pourra s'approprier. De la force qui s'accumule de ce que l'on s'est approprié dépend la capacité d'appropriation. Certaines sociétés guerrières se sont différenciées en classes guerrières propriétaires et classes désarmées et expropriées. Les classes guerrières s'approprient le monde, les choses et les humains. Les sociétés de classes guerrières se sont approprié le monde en séparant les autres sociétés guerrières de leur propriété. Les classes sont devenues les centres d'accumulation de la société, les richesses se sont concentrées, leurs guerriers se sont enrichis, ils se sont mieux armés, ils ont employé et défendu leurs marchands et travailleurs qui les armaient. La différenciation de classes a défait la tribu. En la classe guerrière s'est formé un esprit de corps qui a fait faire corps à une société. La classe a construit la nation, la lutte des classes entre sociétés guerrières a construit les nations européennes. Ces



nations se sont emparées du monde, puis avec la décolonisation, le monde s'est emparé de l'État. Mais au cœur de la classe, comme au cœur de la tribu, subsistait le désir d'empire, le désir de dominer le monde. Et les empires continuent à se faire et se défaire selon la prévision d'Ibn Khaldoun avec l'esprit de corps de la tribu ou de la classe dominante. En anthropologie occidentale, on retrouve le débat continuité ou discontinuité de la compétition et de la guerre, dans celui de l'échange et de la guerre. Pierre Clastres dans son ouvrage *Archéologie de la violence*[13] s'oppose à Leroi-Gourhan et Lévi-Strauss quant à la continuité de l'échange et de la guerre. Il s'oppose sur la base de l'évidence naturaliste de la discontinuité de la nature (biologie) et de la culture. « Qu'en est-il donc de la violence selon Leroi-Gourhan ? » demande P. Clastres. Il poursuit : « sa réponse est claire », il cite : « Le comportement d'agression appartient à la réalité humaine depuis les australanthropes au moins et l'évolution accélérée du dispositif social n'a rien changé au lent déroulement de la maturation phylétique »[14]. Cette violence spécifique, réalisée dans le comportement agressif, n'est pas sans cause ni fin, elle est toujours orientée et dirigée vers un but, continue P. Clastres, il cite : « Dans tout le cours du temps, l'agression apparaît comme une technique fondamentalement liée à l'acquisition et chez le primitif son rôle de départ est dans la chasse où l'agression et l'acquisition alimentaire se confondent »[15]. Mais où se situe cette agression très particulière manifestée dans la violence guerrière ? demande P. Clastres. Leroi-Gourhan nous l'explique dit-il, il cite : « Entre la chasse et son doublet, la guerre, une subtile assimilation s'établit progressivement, à mesure que l'une et l'autre se concentrent dans une classe qui est née de la nouvelle économie, celle des hommes d'armes »[16]. Où l'on retrouve Adam Smith, le père de l'économie politique, qui prend soin de distinguer entre ce que l'on peut obtenir sans acheter ni produire et ce que l'on peut acheter. On prend ce que l'on peut prendre sans payer, on achète ce que l'on doit payer. C'est sa théorie de la valeur comme travail commandé qui diffère substantiellement de la théorie de la valeur comme travail incorporé. Adam Smith n'obéit pas aux dichotomies production/échange, travail marchand/travail non marchand. Prendre, obtenir, c'est tra-

vailler mais sans produire et sans acheter. Claude Lévi-Strauss adopte comme Leroi-Gourhan un rapport de continuité entre la compétition et la guerre, une guerre qu'il situe très clairement dans le champ des relations sociales, affirme P. Clastres. Il cite : « Les conflits guerriers et les échanges économiques ne constituent pas seulement, en Amérique du Sud, deux types de relations coexistantes, mais plutôt les deux aspects, opposés et indissolubles, d'un seul et même processus social »[17]. En Amérique du Sud seulement ? Je pense que c'est là le propre de la « compétition dans la guerre » qui n'oppose pas de manière dichotomique échange/compétition et guerre au contraire de la « guerre dans la compétition ». « Les échanges commerciaux représentent des guerres potentielles pacifiquement résolues, et les guerres sont l'issue de transactions malheureuses » (p. 136).[18] On prend et on donne (réciprocité) ou on prend sans donner ou selon sa loi (domination). On prend violemment ce que l'on peut prendre et l'on échange ensuite. Le colonialisme est l'essence de la société guerrière de classes et de celle capitaliste qui en est issue. Lévi-Strauss confirme ce point de vue dans son ouvrage fondamental *Les Structures élémentaires de la parenté*, en conclusion d'un des chapitres les plus importants, le principe de réciprocité : « Il y a un lien, une continuité, entre les relations hostiles et la fourniture de prestations réciproques, les échanges sont des guerres pacifiquement résolues, les guerres sont l'issue de transactions malheureuses »[19]. Pierre Clastres refuse de situer sur le même plan guerre et compétition, guerre et commerce, guerre et échange. « D'où provient l'erreur de Lévi-Strauss ? D'une confusion des plans sociologiques où fonctionnent respectivement l'activité guerrière et l'échange. À vouloir les situer sur le même plan, on est fatalement conduit à éliminer l'un ou l'autre, à déformer ainsi en la mutilant la réalité sociale primitive. L'échange et la guerre sont évidemment à penser, non pas selon une continuité qui permettrait de passer par degrés de l'un à l'autre, mais selon une discontinuité radicale qui seule manifeste la vérité de la société primitive. »[20] L'approche anthropologique de P. Clastres est aveuglée par la dichotomie échange et

guerre. Il réserve son approche aux « sociétés archaïques » pourtant dites guerrières elles aussi. Elle ne prend donc pas en compte les sociétés guerrières de classes, l'« accumulation primitive » du capital qui est conquête guerrière et expropriation des non guerriers et qui fait que la classe guerrière s'approprie violemment le monde (colonialisme). Elle ne prend pas en compte non plus les « sociétés segmentaires », dans lesquels la violence guerrière ne peut pas être monopolisée et être la source d'une séparation du guerrier et du producteur, mais où la guerre et l'échange peuvent se substituer l'une à l'autre.

## En guise de conclusion

La fin d'un système du monde unipolaire, l'émergence d'un monde multipolaire, met le système westphalien dans un certain chaos. Le système tributaire chinois ne remet pas en cause les États, ni l'État chinois ne s'ingère dans leur formation, il vise à soustraire leurs rapports à l'hégémonie occidentale unipolaire. Les sociétés aux structures sociales fragilisées, incapables de faire « la guerre dans la compétition », sont les victimes de la « compétition dans la guerre », les guerres internes menaçant de l'emporter sur les guerres externes. Victimes de l'inconscience de leur fragilité, elles n'auront pas su transformer leurs faiblesses en forces. De la plasticité de leurs structures sociales, elles auront fait une faiblesse et non une force. De leur stabilité actuelle, elles préparent leur instabilité future, faute de ne pas avoir effectué la bonne mesure d'elle-même et du monde.

## Notes

- [12] Mary Kaldor, *New&Old wars. Organized violence in a global era*. Polity Press. 2012  
[13] Pierre Clastres, *Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives*. De L'Aube. Mikros essai. 1999  
[14] Le Geste et la Parole Albin Michel 1965 et notamment dans l'avant-dernier chapitre du tome II p. 237. Cité par Pierre Clastres, *Archéologie de la violence*.  
[15] Ibid. p. 236  
[16] Ibid. p. 237  
[17] C. Lévi-Strauss, « Guerre et commerce chez les Indiens de l'Amérique du Sud », *Renaissance*, vol. 1, New York, 1943, p. 138 cité par Pierre Clastres, *Archéologie de la violence*.  
[18] Ibid.  
[19] *Structures élémentaires de la parenté*, p. 86 de la 1<sup>re</sup> éd. (P. U. F., 1949) ou p. 78 de la 2<sup>e</sup> éd. (Mouton, 1967).  
[20] Pierre Clastres. Op. cit.

(\*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

### ATTRACTIVITÉ DE L'EGYPTE POUR LES INVESTISSEMENTS «Sûre et stable», selon Mostafa Madbouly

Malgré un contexte régional marqué par des tensions persistantes, le Premier ministre égyptien assure que le pays demeure une destination privilégiée pour les investissements. Il met en avant plusieurs projets d'envergure en cours et à venir. Le Premier ministre, Mostafa Madbouly, a affirmé que l'Égypte restait une destination attractive pour les investissements, en dépit d'un contexte régional marqué par des conflits prolongés. S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue dans la Nouvelle Capitale administrative, le chef du gouvernement a insisté sur la stabilité du pays dans un environnement international incertain. « Aujourd'hui, le message essentiel est que l'Égypte est un pays sûr et stable. À un moment d'incertitude mondiale et régionale, les investisseurs ont une grande confiance dans le pays et leurs projets devraient offrir des rendements élevés », a-t-il déclaré.

Ces propos ont été tenus en marge de l'annonce d'un vaste projet immobilier dans le Nouveau Caire. Selon Mostafa Madbouly, ce projet « The Spine » représente un investissement total de 1 400 milliards de livres égyptiennes (environ 27 milliards de dollars).

Le Premier ministre a précisé que ce chantier devrait permettre la création de 50 000 emplois directs, auxquels s'ajouteraient plus de 100 000 emplois indirects.

Il a également évoqué une dynamique d'investissements plus large, notamment dans la Zone économique du Canal de Suez. « La semaine dernière, des accords ont été signés dans la zone économique du Canal de Suez, et d'ici la fin de la semaine, d'autres projets y seront annoncés, ce qui reflète la confiance de nos partenaires dans notre stabilité et notre sécurité », a-t-il ajouté.

Agence

## TUNISIE

# La CCITF dévoile les résultats de son baromètre économique 2026

La Chambre de commerce et d'industrie tuniso-française (CCITF) a dévoilé, le 7 avril 2026, les résultats de son baromètre économique 2026. Cette enquête, menée entre décembre 2025 et mars 2026, a été réalisée auprès de 167 dirigeants d'entreprises tunisiennes et françaises opérant dans les secteurs de l'industrie et des services.

Les résultats mettent en évidence une amélioration globale de l'activité en 2025 : 47% des entreprises interrogées déclarent avoir enregistré une hausse de leur chiffre d'affaires, tandis que 34% font état d'une stabilité et 19% d'un recul.

Les perspectives pour 2026 apparaissent également encourageantes, avec 55% des entreprises anticipant une progression de leur activité. Sur le plan des investissements, la tendance est orientée à la hausse, en dépit d'un certain attentisme : 32% des dirigeants indiquent avoir augmenté leurs investissements en 2025, et 39% prévoient de les accroître en 2026, tandis que 45% déclarent avoir maintenu un niveau d'investissement stable en 2025, et 46% en-

visagent de faire de même en 2026.

Concernant les relations économiques bilatérales, les anticipations traduisent une dynamique plus modérée. En 2026, 35% des répondants prévoient une progression de leurs échanges avec la France, contre 41% en 2025. À l'inverse, la part des entreprises tablant sur une stabilité des échanges progresse sensiblement, passant de 33% en 2025 à 44% en 2026, signe d'une tendance à la consolidation des relations économiques entre les deux pays.

Le secrétaire d'État à la transition énergétique, M. Oual Chouchene, a annoncé, le lancement du 6ème round d'appels à projet pour le développement de 200 MW de capacités d'énergie solaire photovoltaïque dans le cadre du régime des autorisations.

La date limite de réception des demandes est fixée au 15 juin 2026. Pour rappel, le régime des autorisations permet à des personnes ou des entreprises de construire des capacités ENR allant jusqu'à une taille de 10 MW pour l'énergie solaire et de vendre ensuite à la Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG) la production d'électricité induite selon un prix fixe défini par arrêté du ministère de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie (MIME) en octobre 2024. A fin janvier 2026, la Tunisie avait octroyé près de 200 autorisations depuis le début de ce régime en 2017 pour une capacité totale de 340 MW selon le bulletin de conjoncture énergétique du MIME.

Agence

## MAURITANIE

# Inauguration à Nouakchott d'une clinique caritative pour le traitement des cancers

Une clinique caritative dédiée à la prise en charge des patients atteints de cancer a été inaugurée vendredi dans le quartier de Dar Naim, à Nouakchott, dans le cadre d'une initiative visant à étendre les services de santé et à améliorer l'accès aux traitements, en particulier pour les personnes à faibles revenus. Selon les responsables de la clinique, celle-ci propose des services médicaux spécialisés et contribue à réduire le coût du traitement du cancer, tout en soutenant les efforts de dépistage précoce et de lutte contre la pro-

gression de la maladie.

Dans ce contexte, le président de l'association, Mohamed Yeslem Ould Abdallah, a déclaré que la création de la clinique répondait à un besoin croissant en matière de services de traitement du cancer, soulignant que le nombre de bénéficiaires des services de l'association avait dépassé les 5 300 patients depuis sa création.

Il a ajouté que l'avancement des travaux de l'hôpital de l'association atteignait environ 75 %, soulignant que l'association se concentrait sur l'élargissement de la portée de ses services, notamment dans les do-

maines du diagnostic précoce et de la prise en charge globale des patients.

La clinique comprend des installations médicales dont un service des urgences, des services d'accueil et d'admission (général et privé), une unité d'imagerie médicale équipée d'appareils de radiographie, de tomodensitométrie (scanner) et d'échographie, ainsi que des services de mammographie et de dépistage précoce du cancer du col de l'utérus, ainsi qu'un service de chirurgie générale, des unités d'hospitalisation et de soins intensifs, et un laboratoire

complet pour les analyses biologiques et chimiques.

De son côté, le ministre de la Santé, Thiam Tijani, a déclaré que cet établissement contribuera à alléger la pression sur les établissements de santé et à améliorer l'accès aux soins, notamment en ce qui concerne les maladies coûteuses telles que le cancer, soulignant que le soutien à de telles initiatives s'inscrit dans le cadre des efforts visant à étendre la couverture sanitaire et à améliorer la qualité des services.

Synthèse rédaction

## CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE QATAR

# Organisation d'un séminaire sur les risques géopolitiques pour les entreprises

La Chambre de commerce internationale Qatar a conclu un séminaire virtuel intitulé : « Gérer la crise géopolitique : aspects juridiques, gouvernance, priorités de conformité environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) et gestion des risques pour le secteur privé au Qatar », avec la participation de plus de 200 représentants du monde des affaires et de la communauté professionnelle.

Le séminaire, tenu sur deux jours par visioconférence, a connu, selon un communiqué de la Chambre du Qatar publié aujourd'hui, une large participation de représentants de banques, de cabinets d'avocats, d'ambassades, de sociétés immobilières et de construction, de cabinets de conseil, ainsi que de plusieurs experts en droit et en gouvernance, de hauts dirigeants, de membres de conseils d'administration et de spécialistes de la gestion des risques.

Dans son allocution d'ouverture, Son Excellence Cheikha Tamader Al Thani, secrétaire générale de la Chambre de commerce internationale Qatar, a souligné l'importance de ces discussions dans

le contexte des évolutions géopolitiques rapides que connaît la région et des défis qu'elles imposent au secteur privé, notamment en ce qui concerne les complexités juridiques, les exigences réglementaires, les considérations liées à la gouvernance environnementale, sociale et de gouvernance, ainsi que les risques opérationnels.

Elle a ajouté que l'environnement géopolitique actuel impose aux entreprises de revoir leurs contrats et leurs engagements juridiques transfrontaliers, tout en renforçant les cadres de conformité, de gouvernance et de gestion des risques, indiquant que les responsabilités en matière d'ESG, ainsi que la planification de la continuité des activités, prennent une importance croissante en période de tensions afin de préserver la stabilité et la résilience.

Ont également pris la parole lors du séminaire Mme Mechael Al Sulaiti, fondatrice et présidente du cabinet d'avocats Mechael Al Sulaiti, ainsi que Mme Elena Athwal, fondatrice et directrice générale de la société « ICELIS Global ».

Les intervenants ont mis l'accent sur les

principaux défis juridiques, réglementaires et opérationnels auxquels sont confrontées les entreprises au Qatar et dans la région du Golfe, soulignant l'importance de la révision des clauses contractuelles, notamment celles relatives à la force majeure et au changement défavorable significatif, afin de comprendre clairement les positions juridiques et les options disponibles.

Ils ont également insisté sur la nécessité de renforcer le rôle des conseils d'administration dans la supervision efficace, d'assurer la conformité et de maintenir la transparence dans les pratiques de divulgation, soulignant l'importance de passer de la simple prise de conscience des risques à leur gestion systématique dans le cadre de structures de gouvernance claires.

Les intervenants ont affirmé l'importance de l'évaluation proactive des risques, de la révision contractuelle rigoureuse, du renforcement des pratiques ESG et du développement des systèmes de gouvernance interne afin de garantir la capacité des entreprises à s'adapter et à se conformer dans un environnement

marqué par l'incertitude.

Ils ont également passé en revue les principaux défis affectant l'environnement des affaires, notamment les perturbations du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement, l'augmentation des risques de contrepartie et des risques souverains, ainsi que les évolutions réglementaires rapides.

De son côté, Mme Elena Athwal a souligné que les pratiques ESG en période de crise ne se limitent pas à la production de rapports, mais constituent un outil essentiel pour documenter les éléments de preuve nécessaires au soutien des positions juridiques.

À l'issue du séminaire, les participants ont insisté sur l'importance du suivi continu des évolutions réglementaires, du maintien de canaux de communication efficaces avec les autorités de régulation, ainsi que de la réévaluation des couvertures d'assurance et du traitement de toute lacune potentielle, en particulier dans les environnements à haut risque ou affectés par des conflits.

R.E.

SELON LE CABINET DE RECHERCHE  
ET DE CONSEIL MORDOR INTELLIGENCE

# Le marché africain des produits agrochimiques devrait atteindre 15 milliards de dollars en 2031

Alors que cinq multinationales détiennent ensemble environ 44 % des parts de marché, des marges de développement s'offrent à des acteurs locaux qui tentent d'innover et de se positionner sur les segments négligés par les géants internationaux.

Le marché africain des produits agrochimiques devrait passer de 12,21 milliards de dollars en 2025 à 15,08 milliards de dollars en 2031, enregistrant ainsi un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 4,32 % durant cette période, selon un rapport publié fin janvier dernier par le cabinet de recherche et de conseil Mordor Intelligence. Intitulé « Africa agrochemicals market size & share analysis : Growth trends and forecast 2026-2031 », le rapport indique que la croissance prévue du marché sera tirée par plusieurs facteurs, dont l'augmentation de la pression exercée par les ravageurs et les maladies sous l'effet du changement climatique, une demande alimentaire en hausse due à l'expansion démographique et des programmes de subventions gouvernementales qui améliorent l'accès pour les petits exploitants agricoles. La variabilité des conditions météorologiques a favorisé la propagation de ravageurs envahissants tels que la chenille légionnaire d'automne (*Spodoptera frugiperda*) dans plusieurs pays africains, ce qui a eu un impact significatif sur les rendements de maïs. Les infestations de striga (herbe des sorcières) dans les régions céréalières continuent de nuire

aux récoltes, poussant les agriculteurs à mettre en œuvre des programmes de lutte chimique intégrée. Le Kenya, le Ghana et l'Éthiopie ont mis en place des protocoles d'intervention d'urgence, tandis que des organisations régionales coordonnent les réseaux de surveillance des ravageurs. Les entreprises agricoles ont accéléré le développement d'insecticides de précision ciblant les larves de ravageurs, et des plateformes de surveillance numériques fournissent des alertes en temps réel aux agriculteurs. La demande croissante des produits alimentaires pousse également les gouvernements africains à investir dans la production nationale d'engrais, tandis que la réduction de la main-d'œuvre agricole sous l'effet de l'exode rural stimule l'usage des pesticides et des herbicides.

Les gouvernements et les institutions financières lancent d'autre part de plus en plus de programmes de subventions pour encourager l'adoption d'engrais et de pesticides, comme le Mécanisme africain de financement du développement des engrais (Africa Fertilizer Financing Mechanism), un fonds spécial administré par le groupe de la Banque africaine de déve-

loppement (BAD). La Tanzanie a, quant à elle, mis en place un système de garantie de crédit qui a facilité le commerce des engrais et amélioré l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement. La mise en œuvre de systèmes de bons d'achat électroniques et de portefeuilles mobiles a aussi permis de réduire les inefficacités de distribution et de raccourcir les délais de livraison.

Plusieurs pays du continent, dont le Ghana, le Kenya et la Tanzanie, ont par ailleurs mis en place des systèmes de récépissé d'entrepôt qui permettent aux agriculteurs d'utiliser leurs récoltes stockées comme garantie pour obtenir des prêts, ce qui leur aide à gérer leur trésorerie entre la saison des récoltes et celle des semis et à libérer des fonds de roulement pour les intrants. Les banques acceptent comme garantie du maïs, du sorgho et du riz, fournissant ainsi aux agriculteurs les fonds nécessaires pour acheter des produits phytosanitaires. Ce système réduit les taux d'intérêt en milieu rural, augmente les ventes des détaillants de produits agrochimiques agricoles et minimise les pertes après récolte.

R. E.

## CACAO

### La Côte d'Ivoire et le Ghana s'unissent pour lutter contre le swollen shoot

Dans le bassin cacaoyer ouest-africain, le swollen shoot est une pathologie majeure qui réduit la productivité des plantations. La Côte d'Ivoire et le Ghana qui concentrent tous deux près de 60 % de l'offre mondiale de fèves, ont décidé de faire front commun pour combattre cette maladie. La Côte d'Ivoire et le Ghana ont validé une stratégie quinquennale de lutte coordonnée contre la maladie à virus du swollen shoot du cacao (CSSVD) sur la période 2026-2031. L'annonce a été faite au cours d'un atelier organisé les 14 et 15 avril à Abidjan par l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire-Ghana (ICCI), qui a réuni des représentants du Conseil du

Café-Cacao (CCC), du Conseil ghanéen du cacao (Cocobod), ainsi que des partenaires techniques et financiers. Cette feuille de route repose sur cinq axes prioritaires : la réhabilitation des plantations affectées, le renforcement de la surveillance phytosanitaire, la mise à jour de la cartographie des zones infectées, la sensibilisation des producteurs et le développement de variétés résistantes grâce à la recherche conjointe. Considéré comme l'une des maladies les plus destructrices du cacao en Afrique, le swollen shoot entraîne une baisse progressive des rendements et peut conduire à la destruction totale des plantations in-

fectées. Il s'agit d'une maladie virale, incurable, transmise par les cochenilles, qui provoque un gonflement des tiges, une décoloration des feuilles, des pertes de rendement allant de 25 à 50 %, et entraîne la mort de l'arbre dans un délai de trois à cinq ans. En outre, certains arbres infectés peuvent être asymptomatiques pendant des années tout en continuant à propager la maladie dans les exploitations environnantes. Cette décision d'Accra et d'Abidjan de lancer une riposte commune suggère également la difficulté de résoudre le problème avec des initiatives nationales isolées. « Le swollen shoot n'est pas qu'un défi national, mais plutôt régional. Il nécessite une

action collective et harmonisée ainsi qu'un engagement à long terme de la part de tous les partenaires pour préserver l'avenir du cacao », peut-on lire dans un communiqué publié sur le site de l'ICCI. Selon les données compilées par le département américain de l'agriculture (USDA) en 2025, le virus du swollen shoot du cacao (CSSV) affecte déjà des plantations dans onze des treize principales régions productrices de cacao en Côte d'Ivoire. Si les détails concernant la superficie exacte touchée par la maladie sont difficiles à estimer, on sait que cette situation fragilise le secteur qui est également confronté à d'autres défis. Agence

R. I.

## KENYA

### L'industrie sucrière mise sur les bioénergies pour créer plus de valeur ajoutée

Le Kenya est le principal producteur de sucre en Afrique de l'Est. Dans le pays, les autorités cherchent à insuffler une nouvelle dynamique dans le secteur en vue de valoriser les produits et sous-produits de la production sucrière dans le secteur des bioénergies.

Au Kenya, l'Office du Sucre (KSB) veut mettre en place une stratégie destinée à accélérer la diversification de l'industrie sucrière. C'est ce qu'a annoncé Jude Chesire (photo), directeur général du régulateur, en marge de l'Informa Africa Sugar Conference, principal événement africain dédié à l'industrie du sucre et de l'éthanol, qui s'est tenu à Nairobi du 14 au 15 avril.

Selon un communiqué publié sur le site du ministère de l'Agriculture, cette feuille de route propose une nouvelle orientation visant à passer d'une production sucrière traditionnelle à un modèle agroindustriel diversifié, centré sur la production d'éthanol et les énergies renouvelables.

Concrètement, la transformation repose sur trois piliers. D'abord, l'augmentation de la production d'éthanol à partir de la mélasse, un coproduit du raffinage du sucre. Ensuite, la production d'électricité via la bagasse, résidu fibreux de la canne utilisé pour la cogénération dans les sucreries. Enfin, la valorisation industrielle des sous-produits pour tendre vers un objectif de

zéro déchet dans la chaîne de valeur. « Pour accompagner cette transition, le Kenya Sugar Board mène des actions de modernisation basées sur des variétés de cannes à haut rendement, la mécanisation et les technologies d'agriculture de précision afin d'améliorer l'efficacité et la durabilité », souligne le communiqué. Autant d'initiatives destinées à accroître la production de canne à sucre et à soutenir la diversification industrielle grâce à la disponibilité en quantité suffisante de la matière première.

Cette nouvelle orientation annoncée dans l'industrie sucrière pourrait contribuer non seulement à diversifier les revenus des industriels, mais aussi à

renforcer la sécurité énergétique locale, dans un pays où la demande en électricité continue de croître.

La demande d'électricité au Kenya a atteint un nouveau record de 2 439,06 MW en décembre 2025.

Selon Kenya Power, l'entreprise nationale chargée de la transmission et de la distribution de l'électricité dans le pays, l'augmentation des raccordements au réseau électrique, la croissance industrielle et l'expansion du réseau, provoquent une pression croissante sur l'offre, alors que les clients industriels représentent déjà plus de la moitié des ventes.

R. I.

## CAMEROUN

Les revenus du GNL  
chutent de 8,06 %  
à 630 millions USD  
en 2025

Depuis 2018, le Cameroun s'est imposé comme producteur et exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL). Si cette ressource reste une manne financière importante pour l'État, la valeur des exportations a toutefois connu une baisse en 2025. Les exportations du gaz naturel liquéfié (GNL) ont généré au Cameroun des revenus d'un montant total de 350,1 milliards de FCFA (630 millions USD) au cours de l'année 2025, selon le rapport sur l'évolution du commerce extérieur publié le 1er avril 2026 par l'Institut national de la statistique (INS). Ces recettes chutent de 30,6 milliards de FCFA (environ 55 millions USD) en glissement annuel, comparées aux 380,8 milliards de FCFA (686 millions USD) engrangés par le pays sur ses ventes de GNL à l'international en 2024. Le statisticien public n'indique pas la cause de cette réduction plutôt importante des recettes sur le GNL. Mais, selon les analyses de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), cette baisse des revenus s'explique par la baisse des cours mondiaux à un moment de l'année. « L'afflux de GNL a fait chuter les cours du gaz au 2è semestre 2025 et a rapproché les prix européens et asiatiques », souligne l'AIE dans un rapport publié le 23 janvier 2026.

La comparaison des volumes de GNL vendus à l'international par le Cameroun, en 2024 et 2025, confirme d'ailleurs que la baisse des recettes enregistrées au cours de l'année 2025 est principalement liée à un effet de prix. Sur la foi des chiffres de l'INS, les volumes de GNL exportés par le pays sont restés stables, à 1,378 million de tonnes en 2025, après 1,375 million de tonnes en 2024.

Au demeurant, en dépit du repli des revenus à l'export, le GNL reste parmi les principaux pourvoyeurs de devises au Cameroun. Cet hydrocarbure est le 3e produit d'exportation du pays sur la période avec 11,4% des recettes globales. Ce produit arrive juste derrière les fèves de cacao (26,3% du total des recettes d'exportation) et le pétrole brut (22,9%), selon le rapport de l'INS.

SEMAINE À VENIR À WALL ST

# Les actions américaines, qui ont atteint un niveau record, s'apprêtent à entrer dans la saison des bénéfices

Les investisseurs s'attendent à ce qu'une semaine chargée en résultats d'entreprises américaines alimente davantage le rebond stupéfiant du marché boursier américain, qui s'est débarrassé des inquiétudes liées à la guerre pour atteindre des sommets. L'espoir d'un apaisement des tensions entre les États-Unis et l'Iran a entraîné une forte hausse ce mois-ci, qui a permis aux principaux indices boursiers américains d'atteindre de nouveaux records ces derniers jours. L'indice de référence S&P 500

S&P a enregistré mercredi sa première clôture record depuis le 27 janvier, tandis que le Nasdaq Composite .IXIC a atteint le même jour sa première clôture record depuis le 29 octobre.

Les investisseurs se tournent vers la saison des bénéfices du premier trimestre qui devrait être robuste, fournissant un pilier clé pour soutenir le sentiment haussier pour les actions. Près d'un cinquième des entreprises du S&P 500 devraient publier leurs résultats au cours de la semaine à venir.

"Nous ne sommes certainement pas sortis d'affaire" en ce qui concerne les événements liés à la guerre qui pourraient provoquer des fluctuations quotidiennes du marché, a déclaré Chuck Carlson, directeur général d'Horizon Investment Services. "Mais je pense que le marché s'intéresse désormais aux bénéfices des entreprises et à la manière dont les actions réagissent à ces bénéfices." Les prix du pétrole sont restés à des niveaux élevés. Le pétrole brut américain CLC1 se situait autour de 85 dollars le baril vendredi, contre 67 dollars fin février, juste avant les frappes militaires américano-israéliennes contre l'Iran. Selon Michael Mullaney, directeur de la recherche sur les marchés mondiaux chez Boston Partners, les répercussions d'une hausse durable des prix du pétrole, notamment l'augmentation de l'inflation et des rendements des bons du Trésor, pourraient poser des problèmes pour les actions.

"Le marché boursier traite ce qui s'est passé au cours des six dernières semaines comme s'il venait de se réveiller d'un mauvais rêve", a déclaré M. Mullaney. "Comme s'il n'y avait plus de ramifications ou de répercussions. Ce avec quoi je ne suis pas d'accord." UNE REMONTÉE HISTORIQUE DES ACTIONS VERS LES SOMMETS Après le début de la guerre, l'indice S&P 500 a chuté de 9 % par rapport à son sommet de janvier. Depuis son récent creux du 30 mars, l'indice a regagné 12 %, clôturant cette semaine au-dessus du niveau de 7 000 pour la première fois.

En examinant les reculs du S&P 500 de 5 à 10 % depuis 1928, Bespoke Investment Group a noté que l'indice n'avait jamais retrouvé ses plus hauts niveaux historiques en

seulement 11 séances de bourse, comme il l'a fait mercredi.

"La vitesse de cette ascension est tout simplement stupéfiante", a déclaré Jim Reid, responsable de la recherche macroéconomique et thématique à la Deutsche Bank, dans une note. Un certain nombre de mégacapitalisations technologiques et de valeurs liées à la technologie, qui ont dominé la majeure partie de ce marché haussier vieux de trois ans, ont été durement touchées par le ralentissement initial. Certaines d'entre elles ont brillé lors du récent rebond, comme Alphabet GOOGL.O et Meta Platforms META.O, tandis que l'énorme secteur technologique .SPLRCT a également surperformé.

Le Nasdaq a terminé la journée de vendredi en hausse pour la 13e fois consécutive, ce qui n'était pas arrivé depuis 1992.

"Si vous recherchez une large participation sur le marché, que vous atteignez de nouveaux sommets et que vos valeurs générales reprennent un peu vie, je pense que c'est probablement quelque chose de très sain", a déclaré Jeff Weniger, responsable de la stratégie des actions chez WisdomTree. Les investisseurs surveillent les signes d'effervescence, notamment la montée en flèche des actions d'Allbirds BIRD.O après que le fabricant de chaussures a déclaré qu'il s'orientait vers l'infrastructure informatique de l'IA.

## TESLA À LA UNE DES RÉSULTATS AMÉRICAINS

Tesla TSLA.O publiera ses résultats mercredi, la première des "Sept Magnifiques" à publier ses résultats pour le trimestre qui vient de s'achever. Parmi les autres sociétés à publier, citons le constructeur d'avions Boeing BA.N, la société de semi-conducteurs Intel INTC.O et le fabricant de produits de consommation Procter & Gamble PG.N. Des poids lourds tels que Microsoft MSFT.O, Alphabet et Meta publieront leurs résultats la semaine suivante. Les bénéfices du S&P 500 devraient augmenter d'environ 14 % au premier trimestre par rapport à l'année précédente, selon LSEG IBES. Les grandes banques ont entamé la période de déclaration cette semaine, affichant des re-

venus de transactions en hausse après un premier trimestre volatil. Elles ont fait preuve de prudence face aux risques économiques, tout en affirmant que les consommateurs et les ménages étaient résistants. "Le consommateur américain, bien que confronté à une pression réelle, ne s'est pas effondré si l'on en croit les résultats des banques au premier trimestre", a déclaré Anthony Saglimbene, stratège en chef du marché chez Ameriprise, dans un commentaire écrit. L'évolution des taux d'intérêt sera au centre des préoccupations mardi, lorsque Kevin Warsh, le candidat choisi par le président Donald Trump pour diriger la Réserve fédérale, sera auditionné par le Congrès. M.

Trump s'en est pris à l'actuel président de la Fed, Jerome Powell pour ne pas avoir abaissé davantage les taux, mais les effets inflationnistes potentiels de la guerre ont conduit les marchés à exclure pratiquement toute réduction des taux cette année. Les données sur les ventes au détail du mois de mars, publiées mardi, pourraient donner un meilleur aperçu des retombées économiques de la guerre. Le prix de l'essence ayant atteint 4 dollars le gallon dans le sillage de la guerre, les investisseurs seront impatients de voir l'impact sur les dépenses de consommation.

Agence

## COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



### COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Avril 2026  
Valeur : 20 Avril 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENDE
1	USD	US DOLLAR	129.8334	29.8484
1	EUR	EURO	153.1774	153.2211
1	GBP	POUND STERLING	175.2847	175.3523
100	JPY	JAPANESE YEN	83.6771	83.7030
1	CNY	CHINESE YUAN	18.7911	18.7968
1	CHF	SWISS FRANC	168.0474	168.1321
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.8658	94.8837
1	DKK	DANISH KRONE	20.5008	20.5086
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.3908	14.3953
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6450	13.6661
1	AED	UAE DIRHAM	35.3452	35.3550
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6130	34.6189
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.9866	425.1749
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6845	45.1335
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2061	14.2077
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.5131	20.6184
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2630	3.2732
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.8524	178.8524

## POINT-MARCHÉS

# Les Bourses d'Asie prudentes, le marché guette des signaux

Les prix du pétrole sont repartis à la baisse vendredi en Asie, dans des marchés guettant les signaux tangibles sur de potentielles négociations entre États-Unis et Iran, tandis que Tokyo et Séoul reprenaient leur souffle au lendemain d'une envolée.

### Recul du pétrole, prudence sur le Moyen-Orient

Vers 08h30, le cours du baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mai, référence du marché américain, reculait de 1,49% à 93,28 dollars.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin, référence mondiale, cédait 1,11% à 98,29 dollars. Les cours de l'or noir ont effacé leurs gains de la veille, le marché restant dans l'attente de signaux concrets sur de potentielles négociations entre l'Iran et les États-Unis.

Certes, le président américain Donald Trump a estimé jeudi que les États-Unis et l'Iran étaient "très

proches" d'un accord et affirmé que Téhéran acceptait de se séparer de son uranium enrichi, une des exigences majeures de Washington. Donald Trump a en outre annoncé un cessez-le-feu de dix jours sur le front libanais, qui est entré en vigueur à 23h00. Mais le marché doit composer avec des signaux contradictoires: le ministre américain de la Défense a ainsi dit jeudi que les États-Unis bombarderaient à nouveau l'Iran si Téhéran "fait le mauvais choix". L'Iran a menacé de bloquer la mer Rouge, tout en réaffirmant sa volonté de négocier. Et l'armée libanaise a accusé vendredi Israël d'avoir commis des "actes d'agression" et des bombardements en violation de la trêve.

Il n'y a pour l'instant "pas de date" fixée pour un deuxième round de discussions, a par ailleurs indiqué le porte-parole du ministère pakistanais des Affaires étrangères.

"Pour l'heure, le fait qu'aucune nouvelle série de pourparlers n'ait été programmée n'a qu'un impact mo-

déré sur les marchés financiers (...) et le prix du pétrole reste inférieur à 100 dollars le baril", constate Kathleen Brooks, analyste de XTB.

"Toutefois, tant que le détroit d'Ormuz ne sera pas pleinement opérationnel, le prix du pétrole continuera de s'échanger avec une prime substantielle", prévient-elle. Pour l'heure, l'Iran verrouille toujours le détroit d'Ormuz, passage stratégique où transite d'ordinaire un cinquième du pétrole mondial et où la circulation est quasi-paralysée depuis fin février. Washington impose par ailleurs depuis lundi un blocus sur les navires en provenance ou à destination des ports iraniens. La monnaie américaine montait légèrement (+0,19%) à 159,47 yens pour un dollar, tandis que l'or se stabilisait à 4.789 dollars l'once. "S'il existe effectivement une voie rapide et crédible vers une résolution, l'optimisme récent pourrait persister, confortant la perspective à moyen terme d'un affaiblissement du dollar", observe Lloyd Chan, de MUFJG. "En revanche, si la diploma-

tie échoue et que l'optimisme s'estompe, le dollar pourrait rester soutenu plus longtemps", portée par les tensions inflationnistes.

### Les Bourses d'Asie soufflent

A la Bourse de Tokyo, l'indice vedette Nikkei a clôturé en repli de 1,75% à 58'475,90 points, et l'indice élargi de 1,41% à 3760,81 points. A Séoul, l'indice Kospi a lâché 0,55%. La Bourse de Taipei a reculé de 0,88%. Sydney de 0,09%. L'indice hongkongais Hang Seng cédait 1,13% vers 8h30.

Guettant les signaux contradictoires au Moyen-Orient, les places asiatiques reprenaient leur souffle et faisaient une pause après avoir bondi la veille, le Nikkei s'élevant même à un sommet record en clôture.

"Compte tenu du nouveau record historique atteint par le Nikkei (jeudi), la prudence pourrait de nouveau s'imposer à ces niveaux élevés de valorisation", prévenaient les analystes de Tokai Tokyo Intelligence.

### TSMC trébuche, les investisseurs prudents

Le géant taïwanais TSMC, premier sous-traitant mondial de semi-conducteurs, a publié jeudi un bénéfice net record pour le premier trimestre 2026, porté par la course effrénée au développement de l'intelligence artificielle (IA). Il a vu pourtant son titre chuter de 2,64% vendredi à la Bourse de Taipei. Ce repli reflète des prises de bénéfices, mais aussi l'inquiétude des investisseurs quant à la forte dépendance du groupe vis-à-vis d'un petit nombre de clients géants spécialisés dans l'IA. "Les investisseurs sont amenés à se demander si une part trop importante des résultats de l'entreprise ne repose pas sur la capacité d'un groupe restreint d'+hyperscalers+ et de concepteurs de puces IA à maintenir leurs dépenses au rythme actuel", note Charu Chanana, de Saxo Markets. "Ce marché est difficile à impressionner".

Agence

## ÉTATS-UNIS

# Washington prolonge une "pause" sur les sanctions contre le pétrole russe

Contrairement aux déclarations précédentes, États-Unis prolongent d'un mois la levée des restrictions sur le pétrole russe, offrant à Moscou plus de moyens de financer son effort de guerre.

Les États-Unis ont prolongé la pudiquement appelée « pause sur les sanctions » visant les livraisons de pétrole et de produits pétroliers russes, afin d'atténuer la pénurie de carburant provoquée par la guerre avec l'Iran, alors que, quelques jours plus tôt seulement, le secrétaire américain au Trésor Scott Bessent avait « exclu » une telle possibilité.

Dans un communiqué du département du Trésor, il est précisé que, pendant 30 jours, les sanctions américaines ne s'appliqueront pas aux cargaisons de pétrole russe chargées sur des pétroliers en date du vendredi 17 avril.

Cette décision prolonge un allègement des sanctions déjà adopté, dont la validité avait expiré le 11 avril. Dans le contexte de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran, Moscou voit ainsi ses possibilités de tirer des revenus de l'exportation de ses hydrocar-

bures, limitée depuis l'invasion de l'Ukraine, sensiblement élargies. La nouvelle licence sera valable jusqu'au 16 mai. Fait notable, pas plus tard que mercredi, le secrétaire au Trésor américain Bessent avait « exclu » la possibilité de prolonger la licence. S'exprimant à la Maison-Blanche, il avait déclaré : « Nous ne prolongerons pas la licence générale sur le pétrole russe et nous ne prolongerons pas la licence générale sur le pétrole iranien. »

La nouvelle mesure de l'administration Trump vise à résorber les perturbations mondiales de l'approvisionnement en carburant apparues après que Téhéran a de facto fermé le détroit d'Ormuz, voie maritime clé pour le transport des hydrocarbures.

Cette situation a entraîné une forte hausse des prix du pétrole, qui exerce une pression particulièrement forte sur les pays qui dépendent des exportations

d'hydrocarbures. Aux États-Unis aussi, l'essence a renchéri, grevant le budget des ménages américains à l'approche d'élections de mi-mandat cruciales.

Mais de telles dérogations pourraient compliquer les efforts visant à priver la Russie des revenus pétroliers nécessaires à sa guerre contre l'Ukraine. La Russie, l'un des plus grands producteurs de pétrole au monde, tire profit de la situation au Moyen-Orient. Ses revenus issus des exportations « grises » de carburant ont nettement augmenté.

Cette semaine, à l'issue d'une réunion des ministres des Finances du G7 à Washington, le ministre français de l'Économie et des Finances, Roland Lescure, a insisté sur le fait que « la Russie ne doit pas tirer profit de ce qui se passe en Iran ».

Agence

## ALLEMAGNE

## Berlin s'inquiète d'une possible pénurie de kérosène

« Nous devons garder un œil sur la sécurité de l'approvisionnement », a déclaré le vice-chancelier Klingbeil, avertissant des effets à long terme de la guerre en Iran. Le vice-chancelier allemand Lars Klingbeil a appelé samedi à prendre des mesures pour faire face à une possible pénurie de kérosène annoncée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). « Nous devons prendre très au sérieux les avertissements concernant les pénuries de kérosène. Il est clair pour moi que nous ne devons pas seulement nous attaquer à la question des prix, mais aussi garder en perma-

nence un œil sur la sécurité de l'approvisionnement », a déclaré Klingbeil au magazine hebdomadaire Der Spiegel. Vendredi, l'AIE a averti que plusieurs pays européens pourraient faire face à une pénurie émergente de kérosène dans les six prochaines semaines. Selon l'Association du transport aérien à Berlin, la situation sur les marchés de l'énergie ne s'améliorera que lentement, même si la guerre en Iran prend fin rapidement. Les prix du kérosène ont plus que doublé depuis le début de la guerre. Une grande partie des importations allemandes provient du

Moyen-Orient, et de nombreuses installations pétrolières dans la région de crise ont été détruites. Le vice-chancelier, qui est également ministre des Finances de l'Allemagne, a clairement indiqué que les effets de la guerre en Iran pourraient durer quelque temps. « Nous sommes dans une situation aussi difficile que la crise énergétique qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie », a-t-il déclaré. Faisant référence à ses entretiens lors des récentes réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à Washington,

Klingbeil a déclaré : « Les discussions m'ont montré une fois de plus que cette crise est plus importante et plus persistante que beaucoup ne le pensent. » Il a ajouté : « Nous devons rendre le pays plus résilient et moins dépendant des importations de combustibles fossiles. » Selon Klingbeil, la guerre en Iran montre qu'il s'agit d'une question centrale pour le pays. « C'est pourquoi nous poussons à faire avancer davantage le développement des énergies renouvelables et nous accélérons l'expansion du réseau électrique », a-t-il déclaré.

R I/Agence

## ITALIE

## Rome particulièrement exposée à la guerre au Moyen-Orient

Les prix bondissent, les quantités se raréfient, car l'Italie importe 75% de son énergie, contre 66% pour l'Allemagne et moins de 50% pour la France. Quand le gouverneur de la banque centrale italienne prévoyait récemment un risque de croissance zéro pour 2026, voire une récession en 2027. L'Italie est particulièrement exposée en raison de son rapport aux hydrocarbures. Les premières restrictions de kérosène dans plusieurs aéroports italiens ont été un coup de tonnerre : l'Italie importe 75% de son énergie, contre 66 pour l'Allemagne et moins de 50 pour la France. Les prix bondissent, les quantités se raréfient. Il y a des conséquences en chaîne explique le

professeur de finances à l'université Luiss, Nicolas Borri : "L'Italie doit importer massivement son énergie, c'est un pays qui a l'une des industries manufacturières les plus importantes en Europe et ce secteur consomme beaucoup d'énergie. Ensuite, il y a une forte restriction en ce moment au commerce international et enfin, en général, ces périodes d'instabilité n'incitent pas les touristes à voyager." Autrement dit, trois moteurs importants de l'économie italienne, industrie, export et tourisme sont touchés. Le pays revit ce qu'il a connu au moment de la guerre en Ukraine, il dépendait alors massivement de la Russie. Depuis, l'Algérie et l'Azer-

baïdjan sont devenus deux fournisseurs importants. Giorgia Meloni a effectué le week-end dernier une tournée express dans le Golfe en s'engageant par exemple à participer à la reconstruction des infrastructures détruites en échange d'une sécurisation des approvisionnements en gaz. Mais le mix énergétique, qui repose en grande partie sur les hydrocarbures reste une grande faiblesse italienne pour Nicolas Bori : "Il est certain qu'il faut revoir le mix énergétique, soit en développant les énergies renouvelables, ce qui peut se faire assez vite, soit avec le nucléaire, mais cela demande beaucoup plus de temps." Ce conflit met en lumière une autre fai-

blesse de l'économie italienne : ses finances publiques. Elles lui offrent peu de marges pour soutenir l'économie, le gouvernement a déjà lâché un milliard pour faire baisser provisoirement les prix à la pompe. La dette est de plus de 3.000 milliards d'Euros, c'est l'une des plus importantes de la zone Euro. Le déficit a nettement baissé ces dernières années, il pouvait même dépasser sous la fameuse barre des 3% cette année. Ce ne sera pas le cas, en grande partie à cause de la guerre. Le ministre de l'Économie se retrouve à nouveau à implorer la clémence de Bruxelles : ne pas inclure dans le calcul des 3% les dépenses liées à la crise. R E.

## NORD/SUD

## Le Caire et Londres renforcent leur dialogue stratégique

Le ministre égyptien des Affaires étrangères, Dr Badr Abdel-Ati, s'est entretenu, le samedi 18 avril, avec son homologue britannique Yvette Cooper, en marge du Forum diplomatique d'Antalya. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des consultations régulières entre les deux pays visant à consolider leurs relations bilatérales et à échanger sur les évolutions régionales.

Au début des entretiens, Abdel-Ati a salué la dynamique positive que connaissent les relations entre l'Égypte et le Royaume-Uni, exprimant la volonté du Caire de poursuivre leur développement dans divers domaines d'intérêt commun. Il a également souligné l'importance d'intensifier les visites de haut niveau dans les prochains mois, reflet de la profondeur des liens entre les deux partenaires.

Le ministre égyptien a par ailleurs mis l'accent sur la nécessité de stimuler les investissements britanniques en Égypte, notamment à travers la participation de grandes entreprises du Royaume-Uni à un futur forum d'investissement, susceptible de marquer un tournant dans la coopération économique bilatérale. Les discussions ont également porté sur la question migratoire. Dr Abdel-Ati a insisté sur l'importance de l'aborder sous l'angle du développement et du traitement de ses causes profondes.

Sur le plan régional, le chef de la diplomatie égyptienne a présenté les efforts déployés par son pays pour contenir les tensions en cours, exprimant l'espoir que les négociations américano-iraniennes aboutissent à un cessez-le-feu durable et à des avancées concrètes vers la fin des conflits.

Concernant la situation au Soudan, Abdel-Ati a plaidé pour l'instauration rapide d'une trêve humanitaire ouvrant la voie à un cessez-le-feu global, ainsi que pour le lancement d'un processus politique inclusif, conduit par les Soudanais eux-mêmes. Il a également insisté sur la nécessité de garantir un accès sans entrave à l'aide humanitaire, tout en évoquant les efforts engagés par l'Égypte dans le cadre du mécanisme quadripartite international. En conclusion, les deux ministres ont réaffirmé leur volonté commune de hisser les relations bilatérales à un niveau supérieur, en particulier dans les domaines économique, commercial et d'investissement. Ils ont également souligné l'importance de poursuivre la coordination et la concertation, afin de contribuer à la désescalade et au renforcement de la sécurité et de la stabilité, tant au niveau régional qu'international.

R.I.

## POUR ENTRAÎNER L'IA

# Des startups en faillite vendent leurs emails et messages Slack

Quand une startup ferme, ses actifs numériques, des années de Slack, de tickets Jira et d'emails de crise, peuvent désormais rapporter jusqu'à 100 000 dollars. Des entreprises spécialisées dans la liquidation ont flairé le filon et transforment ces archives en matière première pour les laboratoires d'IA.

SimpleClosure, qui gère la dissolution de startups en s'occupant des paies, des déclarations fiscales et des négociations avec les investisseurs, a lancé mi-avril 2026 Asset Hub. Les fondateurs vendent sur cette plateforme sous licence leurs archives numériques, du code source aux historiques Slack en passant par les e-mails internes. Selon son P.-D.G Dori Yona c'est une « véritable ruée vers l'or ».

La société affirme avoir traité près de cent transactions en un an, pour plus d'un million de dollars redistribués aux fondateurs. Il n'est pas le seul à se lancer à l'assaut de ces données périmées, un concurrent, Sunset, opère déjà à des tarifs similaires, avec une grille qui valorise davantage les données sectorielles de santé ou de finance, et les historiques bien interconnectés entre plateformes.

### Pourquoi ces vieilles conversations valent de l'or

L'idée mûrit depuis la fin 2024 quand l'ancien directeur scientifique d'OpenAI Ilya Sutskever a constaté que les données publiques d'Internet, Wikipédia, Reddit ou le segment des livres numérisés, sont épuisées. Les agents IA capables d'accomplir des tâches bien précises en entreprise ont besoin d'exemples de travail réel, avec ses frictions, ses oublis et ses approximations. Les jeux de données synthétiques, trop ordonnés, produisent des modèles mal calibrés dans les vrais environnements professionnels, et les laboratoires le savent.

Cette pénurie a engendré un secteur entier, celui des « gymnases d'apprentissage par renforcement », des environnements simulés construits à partir d'archives d'entreprises réelles, au sein desquels des agents IA s'exercent à naviguer dans un bureau numérique fictif. Une startup telle qu' AfterQuery vend ainsi des « mondes » clés en main aux laboratoires, « Big Tech World », « Finance World », ou encore « Tax World ». Anthropic dis-



cutait l'an dernier d'y consacrer jusqu'à un milliard de dollars, rapporte notre confrère Forbes. Scale AI, Surge et Mercor s'engouffrent aussi dans ce marché, qui promet d'être « the place to be » pour le développement des prochains agents.

### Et le consentement des anciens salariés ?

Juridiquement, les employés n'ont généralement aucun droit sur ces données. Dans les conditions d'utilisation de Slack, l'employeur est désigné « Client » et détient l'ensemble des données produites dans l'espace de travail, y compris chaque message, fichier et réaction. Les salariés cèdent souvent leurs droits de propriété intellectuelle sur leurs productions professionnelles dès l'embauche.

Pourtant Marc Rotenberg, fondateur du Center for AI and Digital Policy, juge ces enjeux « considérables ». Pour lui, il ne s'agit pas de données génériques mais de données personnelles identifiables, et la cession des droits de propriété intellectuelle ne règle pas la question de la revente des

communications internes à un tiers. Son organisation a adressé une lettre au Sénat américain pour demander à la FTC de renforcer sa surveillance de ces pratiques.

Les entreprises qui achètent ces données affirment toutes prendre l'anonymisation au sérieux, mais le processus est techniquement complexe et loin d'être fiable. Une étude de 2020 menée par des équipes d'OpenAI et de Google a montré que les grands modèles de langage peuvent mémoriser mot pour mot des séquences de leurs données d'entraînement, extractibles ensuite via les bons prompts.

Du côté des entreprises qui ont cédé au charme de ces nouvelles sirènes, on trouve par exemple Shanna Johnson, ex-PDG de cielo24, qui dit avoir touché « des centaines de milliers de dollars » pour treize ans de données internes de son entreprise. Et de celui de la réglementation, Bobby Samuels, dont la société Protege gère les risques réglementaires liés aux données réelles, qui rappelle qu'il n'existe aucune solution technique pour supprimer instantanément l'empreinte person-

### OpenAI lance GPT-Rosalind pour la biolmédical.

La division science de la vie d'OpenAI a présenté un LLM pour les professionnels de la biologie et de la santé. Nommé GPT-Rosalind (en référence à Rosalind Franklin qui a participé à la découverte de l'ADN), le modèle a été entraîné sur les applications et les bases de données liées à ce domaine. Le fournisseur affirme avoir affiné le modèle pour le rendre plus sceptique afin de signaler les projets médicamenteux non pertinents. OpenAI réserve GPT-Rosalind à quelques utilisateurs américains, car il veut éviter qu'il serve à travailler sur des sujets comme l'optimisation de l'infectiosité d'un virus. Google et Microsoft proposent aussi des modèles dédiés au secteur de la biologie. <Néant>

### Perplexity dévoile son agent Personal Computer.

L'éditeur a annoncé son agent IA pour réaliser des tâches bureautiques complexes. Pour cela, Personal Computer est capable d'interagir avec plusieurs applications (iMessage, Apple Mail, Calendar...) afin par exemple de rédiger des listes de tâches, réorganiser des dossiers, renommer des fichiers... Cette approche n'est pas nouvelle, c'est aussi la voie suivie par Open-Claw mais contrairement à ce dernier, Perplexity est reconnu depuis le début en matière de sécurité et de transparence. Une autorisation d'accès aux fichiers locaux ainsi qu'à la lecture et modification de documents est nécessaire pour activer cet assistant. « Personal Computer fonctionne dans un environnement sécurisé doté de mesures de protection claires. Les actions sensibles nécessitent une approbation et chaque session est enregistrée dans un journal d'audit complet. Un bouton d'arrêt d'urgence permet aux utilisateurs de reprendre immédiatement le contrôle ». Le service est pour l'instant réservé aux abonnés Max (200 \$ HT par mois).

## iPhone Fold : pourquoi le premier pliant d'Apple va devoir faire des sacrifices douloureux

Apple présenterait son premier smartphone pliant en septembre 2026. Mais pour tenir sous les 5 mm d'épaisseur et franchir la barre des 2000 euros, la marque devrait sacrifier plusieurs fonctions emblématiques de ses iPhone Pro.

Dix ans après la première démo d'écran pliant, et sept ans après le lancement du Galaxy Fold, Apple s'apprête enfin à dégainer son propre pliant. L'appareil, connu en interne sous le nom d'iPhone Fold (ou iPhone Ultra selon les sources), serait dévoilé lors de la keynote de septembre 2026, pour une commercialisation entre octobre et décembre. Un calendrier validé par Mark Gurman, journaliste Bloomberg réputé pour la fiabilité de ses fuites sur Cupertino. Le problème ? Ce pliant va coexister avec l'iPhone 18 Pro Max... et ne pas le surpasser sur plusieurs points critiques. Là où Samsung s'est longtemps entêté à considérer son Fold plié comme un smartphone classique, Apple miserait tout sur l'usage déplié, à la manière d'Oppeo ou Google. Plié, l'appareil afficherait une dalle de 5,5 pouces au format passeport. Déplié, un écran de 7,8 pouces en ratio 16:10, nettement plus large que la concurrence, idéal pour la vidéo sans bandes noires.



Surtout, Apple aurait résolu le point faible historique du format : le pli visible. Selon les ingénieurs cités par Gurman, une nouvelle charnière permettrait un pli beaucoup moins profond, avec un angle minuscule donnant l'illusion d'une surface quasi plane. Les problèmes de durabilité d'écran seraient également réglés. Reste la grande inconnue : l'OS. Adaptation d'iOS, mix iPadOS, ou nouvelle couche système ? Apple n'a pas encore laissé filtrer son approche, alors que c'est précisément là que la marque peut creuser l'écart face à des pliants Android encore bancals en multitâche. Un pliant de 5 mm d'épaisseur déplié,

ça ne pardonne pas. Pour loger deux batteries dans un châssis ultrafin, Apple sacrifierait le tiroir SIM, passage forcé à l'eSIM, comme sur l'iPhone Air. Or, l'iPhone Air n'a jamais brillé par son autonomie, et on parle ici d'un appareil avec deux écrans à alimenter, dont un proche d'un iPad mini. Le deuxième sacrifice est plus sensible : Face ID disparaîtrait. Intégrer deux modules TrueDepth sur les deux écrans coûterait trop cher, donc retour de Touch ID sur la tranche. Enfin, côté photo, seulement deux capteurs 48 Mpx à l'arrière, un principal et un ultra grand-angle. Le téléobjectif et l'ouverture variable annoncée sur les iPhone 18 Pro passent à la trappe. Autant dire

que les créatifs, cible historique des gammes Pro, ne sont clairement plus au centre de l'équation.

C'est tout le paradoxe du lancement. Apple se retrouve dans la même impasse que Samsung avec son Z Fold 7 face au S26 Ultra : le pliant ne peut pas être l'iPhone 18 Pro Max en mieux sur tous les aspects. Et vu le coût des composants et la pénurie actuelle, difficile d'imaginer un ticket d'entrée sous les 2000 euros.

Reste à savoir qui Apple vise vraiment. Plus les pros de la photo, donc. Plutôt les utilisateurs à l'aise financièrement qui veulent fusionner iPhone et iPad dans un seul appareil. Une cible étroite, mais qui pourrait suffire si Tim Cook réussit sa présentation. Parce que si Apple se plante sur ce lancement, c'est tout le marché des smartphones pliants qui risque d'en payer le prix.

Le vrai juge de paix sera la keynote du 8 septembre. Si Apple arrive à justifier les 2000 euros et les concessions par un logiciel taillé pour le pliant, la marque peut relancer un marché qui peine à décoller auprès du grand public. Sinon, ce sera un signal lourd pour tous les constructeurs qui misent sur ce format. Et vous, prêts à lâcher deux billets pour un iPhone qui se plie ?

FUTUR BENTLEY  
BENTAYGA 2028Le refus de l'électrique  
mais pour une bonne  
raison

À l'origine, la seconde mouture du Bentley Bentayga, prévue pour 2028, ne devait être qu'électrique. Mais le remplacement du SUV de luxe lancé en 2016 et restylé en 2020, ne peut se permettre d'attendre que la plateforme technique SSP soit enfin prête. Elle a été repoussée au mieux à 2030. Bentley a dû prévoir un plan B et miser sur la technologie PHEV et surtout sur le thermique qui a encore ses adeptes sur de nombreux marchés. La seconde génération du Bentley Bentayga est attendue en 2028. L'imposant SUV de luxe dont le format est de 5,12 m, en version standard, et atteint même 5,30 m pour la variante étirée dénommée EWB (acronyme d'Extended Wheelbase) commence un peu à dater. En effet, le tout premier véhicule de loisirs de la prestigieuse firme anglaise fut lancé sur le marché au printemps 2016 et a bénéficié d'un restylage d'envergure en 2020. Il passera enfin la main après une présence de 12 années au catalogue.

Changement de plateforme  
pour le Bentley Bentayga

Et, à l'instar des autres modèles de la marque au "B" ailé, le Bentayga ne devait initialement qu'être commercialisé en version électrique, bénéficiant à ce titre de la plateforme technique SSP développée par Porsche, propriété du groupe Volkswagen. Mais le timing ne sera pas le bon, puisqu'en 2025, la firme de Stuttgart a repoussé l'arrivée de cette architecture, favorable aux véhicules électriques haute performance, au mieux à 2030. Incompatible pour Bentley qui ne peut retarder ad vitam æternam le remplacement du Bentayga. La marque de Crewe a dû revoir en profondeur sa stratégie produit. C'est pourquoi, la deuxième mouture du Bentayga adoptera la plateforme PPC (Premium Platform Combustion) utilisée entre autres par le Porsche Cayenne à moteur thermique et sur laquelle reposera le futur Audi Q9 qui sera prochainement dévoilé.

La technologie hybride  
rechargeable à la rescousse

Le patron de Bentley, Frank-Steffen Walliser déclarait récemment que "le report de la transition vers l'électrique signifie que nous n'avons pas à forcer les gens à passer d'une voiture à moteur à combustion ou d'une voiture hybride rechargeable à une voiture électrique alors que la demande des acheteurs n'est pas encore présente". Et d'ajouter que la marque bénéficie d'une clientèle qui est restée fidèle au Bentayga, malgré son grand âge. D'ailleurs, sur les marchés friands de ce type d'engin conserver un moteur thermique n'est pas une gageure. Et cela tombe parfaitement bien puisque l'architecture PPC a été conçue pour accueillir une gamme de moteurs essence six et huit cylindres, ainsi qu'un système hybride rechargeable de nouvelle génération. Ce dernier utilise des batteries et des systèmes de dernière génération pour offrir une autonomie en mode électrique très largement supérieure aux 48 kilomètres homologués pour l'actuel Bentayga PHEV. Il serait logique d'envisager un rayon d'action en mode batterie de l'ordre de 100 km.

## 99 CM DE TECHNOLOGIE

Mercedes dévoile l'intérieur fou  
de sa nouvelle Classe C électrique

Au cœur de sa nouvelle Classe C, Mercedes a décidé d'installer « un sanctuaire », avec un habitacle qui souhaite créer « la sensation inimitable de rentrer chez soi », et toujours la présence à bord de l'impressionnant Hyperscreen de la marque allemande.



Contrairement à d'autres constructeurs, Mercedes poursuit sa quête de modernité ultime à bord de ses modèles, et cela se traduit toujours par une immense planche de bord numérique, avec l'imposant MBUX Hyperscreen à bord de la nouvelle Classe C, comme le relève Electrek.

Un écran de 39" (99 cm)  
en guise de console centrale

À quelques jours de sa présentation officielle, Mercedes a tenu à dévoiler l'intérieur de celle qui se définit déjà comme « la meilleure et la plus sportive Classe C jamais connue. » Le constructeur allemand a ainsi souhaité façonner l'intérieur de ce nouveau modèle à venir comme un authentique sanctuaire, avec notamment une expérience numérique de pointe.

Cela se traduit par la présence du MBUX Hyperscreen, soit une dalle de 39" (99 cm) qui regroupe l'intégralité des informations de conduite, de l'infotainment et des options accessibles au passager. À noter que les versions plus accessibles de cette Mercedes Classe C pourront compter sur un Superscreen, soit la présence de trois écrans bien distincts.

## L'ergonomie à l'épreuve du tout écran

Avec dix styles d'ambiance haute résolution disponibles pour le MBUX Hyperscreen (comme pour le MBUX Superscreen), il sera possible d'adapter son environnement en jouant sur le schéma de couleurs du tableau de bord, incluant les jauges, les éléments de contrôle et l'éclairage d'ambiance. Contrairement à Volkswagen qui prône le retour de certains boutons physiques,

l'interface se veut ici (presque) entièrement numérique, Mercedes poursuivant dans sa philosophie du « tout écran » à bord de ses véhicules, et tant pis pour les éventuels soucis relatifs à l'ergonomie et à la distraction que cela peut engendrer. Pour le confort à bord, Mercedes promet également de nouveaux sièges haut de gamme, avec soutien lombaire électropneumatique, une fonction de massage sur toute la surface du dossier, une ventilation du siège et un son 4D. Pour la petite histoire, la nouvelle Mercedes Classe C électrique dispose d'un intérieur vegan qui propose « des matériaux de haute qualité pour une haptique et une élégance de premier ordre », et est certifié par l'organisation indépendante The Vegan Society. Après la GLC, la Classe C sera la deuxième voiture du constructeur à disposer d'un tel intérieur certifié.

BYD a supprimé près de 100.000 postes:  
la guerre des prix entre dans l'usine

Le géant chinois BYD a réduit ses effectifs d'environ 100.000 personnes en 2025. Un dégraissage qui répond aux impératifs de l'efficacité industrielle. Chez BYD, la croissance n'empêche plus le couteau. Alors que le constructeur chinois continue d'empiler les volumes, d'étendre son emprise et de bousculer l'ordre établi, son effectif est passé de 968.900 à 869.600 salariés fin 2025. Soit 99.300 personnes de moins en un an, l'équivalent d'un recul de 10,25 %. Le chiffre figure dans les données relayées à partir du rapport annuel 2025 publié sur le portail investisseurs de BYD. Il faut toutefois rester précis sur les mots. À ce stade, aucune communication officielle de BYD ne présente cette évolution comme un "plan de suppression



de 100.000 emplois" au sens spectaculaire que l'expression peut suggérer en Europe. Les commentaires disponibles l'interprètent plutôt comme le résultat d'une rationalisation: restructuration interne, gains de productivité, automatisation accrue et

discipline renforcée sur les coûts. Et c'est sans doute là que se niche la véritable information. BYD ne taille pas dans ses effectifs parce qu'il vacille; il le ferait parce qu'il veut tenir plus solidement encore. La nuance est essentielle. Le groupe reste l'un

des mastodontes de l'électrification mondiale, mais dans un marché chinois laminé par la guerre des prix, la taille ne suffit plus. Il faut produire beaucoup, vite, bien, et surtout moins cher que le voisin. L'avantage technologique ne vaut que s'il débouche sur une efficacité industrielle impitoyable. Cette baisse des effectifs raconte donc moins un accident qu'un changement d'époque. L'électrique était censée inaugurer une nouvelle prospérité industrielle; elle impose déjà sa sélection naturelle. Les constructeurs qui survivront ne seront pas seulement ceux qui sauront vendre des batteries sur roues, mais ceux qui sauront transformer leur usine en machine de guerre. Chez BYD, le message est limpide: l'expansion continue, mais la graisse superflue n'a plus droit de cité.

Mots fléchés

Pétards	Malaxé	Obtempéré	Transformation	Aplomb	Elles peuvent être maîtresses	Poissons plats
Jeux de mots	Capitale du Gabon	Effluves	Plan d'urgence		Langue du nord	Jaunisse
					On le jette de temps en temps	
Couche de paille				Une plante mais aussi un tracas		
Tremblais				Uvule		
				Il joua 'le dictateur', 'les temps modernes'		
Il peut être de glace			Exacoulomb	Ceux de Salvador		
Bon vouloir				étaient communicatifs Parfaite		
		Mère de Léarque	Pleurer			Pêche à peau lisse
Bac en cuisine				Acide désoxyribonucléique	Parties du yen	
Relatif à des équidés					Un film de Marcel Pagnol	
			Arbrisseau du Brésil			Utilisée pour l'irrigation
			Cocottas			Département français
Différentes couches d'habitations	Saint normand		Oubli	Inventeur du stéthoscope		
	Riveraine d'une mer			Possessif		
		Objet pour artisan				
		Attention à ne pas la perdre			Saveur	
Teutonne					Flâna	
Germanium					Entre 20 et 250 employés	
	Pas dans le besoin			Carnassier nocturne	Rabattre	
	Largeur d'étoffe				Va avec les autres	
Choisis			Capitale de la Nouvelle-Calédonie			Canal
Cléopâtre se baignait dans son lait			Chicon			
			Nid d'espion chilien		Espion d'un roi	Par
					Repos récupérateurs	
Apéritif anisé	Frottées d'huile sainte				Crochet de boucher	
	Vision				Mitigés	
				Boisson à base de pommes	Abri	
					Deux points juxtaposés	Géniteurs
Régenté	Rocher dangereux en mer	Alcaloïde du tabac				Suçà
			Carreau			
			Vecteur de la peste			Petite sainte
Tantale		Rouge anglais		Publier		
Opéra de Bellini				Opus		
			Capitale de l'Italie			Saison
A remplacé le vinyle		Mort d'un être humain				Chambre d'écluse

## Protection de la propriété intellectuelle des projets, thème d'une journée d'étude à Oran

La protection de la propriété intellectuelle des projets a été au centre d'une journée d'étude organisée, dimanche à l'Université des sciences et de la technologie "Mohamed Boudiaf" d'Oran, où l'importance de cet aspect pour garantir la réussite et la pérennité des projets a été soulignée. Cette rencontre, organisée en collaboration avec l'Institut national algérien de la propriété industrielle et le bureau de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle en Algérie, s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la propriété intellectuelle, célébrée le 26 avril de chaque année.

### Décès de l'ancien ministre et membre du Conseil de la nation Chems Eddine Chitour

L'ancien ministre et membre du Conseil de la nation au titre du tiers présidentiel, Chems Eddine Chitour, est décédé, a annoncé, hier, le Conseil de la nation. Né en 1944, le défunt a occupé le poste de ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables de juin 2020 à juillet 2021, et auparavant celui de ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de janvier 2020 à juin de la même année.

### ORAN

#### Le Directeur général des Douanes inspecte plusieurs infrastructures

Le Directeur général des Douanes, le Général-major Abdelhafid Bakhoucha a effectué dimanche une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Oran, au cours de laquelle il a inspecté plusieurs infrastructures relevant de ce corps. Accompagné du wali d'Oran, Brahim Ouchène, le Général-major Bakhoucha a inspecté un entrepôt situé dans la commune d'El Kerma, destiné à être transformé en siège de l'Inspection des divisions des Douanes d'Oran extérieur ou en recette des Douanes, ainsi qu'un entrepôt de stockage de marchandises situé sur le même site, d'une superficie de plus de 5.200 mètres carrés. Lors de cette visite, le Directeur régional, le Contrôleur général Omar Meliani, a présenté un exposé détaillé sur les activités de la direction régionale des Douanes d'Oran, qui couvre les wilayas d'Oran, Mascara et Aïn Temouchent, en mettant l'accent sur les projets de numérisation, notamment le système "ALCES", adopté en 2023. Sur le plan opérationnel, le responsable a mis en avant les résultats obtenus en 2025 dans la lutte contre la contrebande et la criminalité transfrontalière. Il a fait état de la saisie de 104 kg de kif traité, 907.500 comprimés psychotropes, 21,14 kg de cocaïne, ainsi que 20.494 cartouches de cigarettes. Les saisies comprennent également 78 véhicules, 203.942 kg de vêtements neufs, 138.377 kg de vêtements usagés, en plus de quantités de produits alimentaires, de cosmétiques, de téléphones portables et d'autres marchandises. Les indicateurs de performance financière du secteur dans la région ont également été présentés : la valeur des saisies a atteint 4,8 milliards de dinars en 2025, contre 4 milliards en 2024. Par ailleurs, les opérations de vente aux enchères et de cession à l'amiable ont généré 967 millions de dinars en 2025, soit une hausse de 25 pour cent par rapport à 2024 (773 millions de dinars), selon le Directeur régional des Douanes d'Oran.

R. E.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 20 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



### DIALOGUE INTERRELIGIEUX

## Le leadership de l'Algérie mis en exergue par un média américain

Le leadership de l'Algérie dans la promotion du dialogue interreligieux, de la paix et du rapprochement entre les peuples, ainsi que sa contribution à la stabilité régionale et internationale, a été mis en exergue par un média américain. Dans une analyse publiée par un média et think-tank américain, l'ancien diplomate albanais, Arben Cici, a qualifié la visite historique du Pape Léon XIV en Algérie de "moment particulièrement inspirant et symboliquement fort" dans le contexte des relations interreligieuses contemporaines, relevant l'importante couverture médiatique internationale dont il a fait l'objet. Il a souligné, à ce propos, que "les images du Pape, chaleureusement accueilli à Alger, ont résonné dans le monde entier, faisant entendre la voix de l'Algérie comme modèle de tolérance et de stabilité à un moment où le monde a désespérément besoin de tels exemples". Ce voyage historique "a magnifiquement mis en lumière le rôle éminent de l'Algérie comme terre d'accueil authentique, de sagesse ancestrale puisant ses racines dans l'héritage de Saint Augustin, et de leadership visionnaire qui unit les confessions, les cultures et les continents", a-t-il affirmé. Dans le contexte géopolitique actuel, cette visite "bénie", la première en Algérie, "souligne la contribution essentielle de l'Algérie à la stabilité du Ma-

ghreb, de l'Afrique, du Monde islamique et de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) au sens large, en mettant en avant ses partenariats énergétiques qui renforcent la sécurité de l'Europe et ouvrent des perspectives prometteuses pour la coopération méditerranéenne et balkanique", a relevé la même source, soulignant ainsi "le rôle leader de l'Algérie sur la scène internationale". Le médias américain note, à ce propos, que le choix de l'Algérie comme première étape de la tournée africaine du Souverain pontife "n'est pas fortuit", ajoutant qu'il a délibérément entamé son voyage historique en Afrique par l'Algérie, "un choix réfléchi et profond, empreint d'une signification spirituelle, historique et géopolitique majeure", ce qui a permis de mettre en avant le rôle de l'Algérie, "une nation qui défend depuis longtemps la non ingérence, l'autodétermination et la réconciliation".

L'ancien ambassadeur d'Albanie au Danemark, en Croatie et en Russie a également mis en avant les messages de paix, de tolérance et de coexistence portés par

l'Algérie, illustrant que "le dialogue interreligieux repose sur le respect mutuel et la reconnaissance de l'autre". M. Cici, qui est actuellement chargé de cours en relations internationales à l'université méditerranéenne d'Albanie, a aussi évoqué l'accueil chaleureux réservé au Pape par les autorités et la société algériennes, précisant que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "a personnellement accueilli le Souverain pontife à l'aéroport international Houari-Boumediène. Personnalités, société civile et citoyens algériens ont manifesté un enthousiasme débordant lors de cette visite, témoignant de la profonde culture de tolérance et de fraternité qui caractérise le pays", a-t-il encore mentionné. En conclusion, l'ancien diplomate a considéré que la visite papale "dépassé le cadre protocolaire pour s'inscrire comme un événement porteur d'espoir, traduisant la contribution de l'Algérie à la promotion du dialogue, de la paix et de la stabilité au niveau régional et international".

APS

### CONSTANTINE Ouverture du 6e Salon international des bâtiments modernes et des nouvelles technologies

La 6e édition du Salon international des Constructions modernes et des nouvelles technologies "Builtec 2026" s'est ouverte, hier, au Complexe culturel Ahmed-Bey (Zénith) de Constantine, avec la participation d'une trentaine d'exposants activant dans le secteur du bâtiment et des technologies qui lui sont associées. Les exposants présents à cette manifestation représentent l'ensemble des segments de la filière, allant des entreprises industrielles et des promoteurs immobiliers aux établissements bancaires et structures d'accompagnement de l'entrepreneuriat, en passant par plusieurs centres de recherche nationaux de premier plan, notamment le Centre de recherche en technologies des semi-conducteurs pour l'énergie (CRTSE), le Centre de développement des technologies avancées (CDTA), le Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (CERIST), le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI) ainsi que le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), outre la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT).

POUR UNE AGRICULTURE INTELLIGENTE, FACE AU DÉFI D'UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET SANITAIRE DURABLE

24<sup>ème</sup> édition

**SIPSA**<sup>®</sup>

FILAHA AGROFOOD

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE

**18 > 21 MAI 2026**

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

COÏNCIDE AVEC

Afrika Food Export DJAZAQUA

ENTREZ DANS LE CŒUR DU MARCHÉ AGRICOLE, DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE EN AFRIQUE !

40 000 VISITEURS PROFESSIONNELS | 800 EXPOSANTS DE 40 PAYS

[www.sipsa-filaha.com](http://www.sipsa-filaha.com)

Réservez votre stand

EXPO ALGERIE EXPOSIA  
Ain Allah 2 Lot.N°-7 Dely Ibrahim  
16320 Alger - Algérie  
Tél. : +213(0) 20 31 83 03 / +213(0) 770 89 58 89  
Fax : +213(0) 20 31 83 00 - Email : sipsa@sipsa-filaha.com

GRF FILAHA  
FILAHA INNOVATION & INCUBATOR